

Prolétaires
de tous les pays,
unissez-vous!

LA LUTTE DE CLASSES



Revue théorique mensuelle
de la Ligue Communiste

section française de l'opposition
communiste de gauche internationale

Numéro 38
15 Mai 1932
PRIX: 2 FRANCS

CH. G. RAKOVSKY

PROBLÈMES DE
L'ÉCONOMIE
DE L'U. R. S. S.

Ce numéro de la « Lutte de Classes » est uniquement consacré à l'étude de Rakovsky sur le premier plan quinquennal.

L'ampleur de ce document ne nous permet pas de faire paraître une étude sur le résultat des élections en Allemagne et en France, une interview de Trotsky sur la littérature prolétarienne, la tribune de discussion et la rubrique de l'opposition internationale.

Notre numéro de juin réparera ce retard. Nous demandons à nos lecteurs, qui peuvent constater l'effort que nous déployons pour une parution régulière de cette revue, de nous aider en s'abonnant ou en se réabonnant et en souscrivant pour la revue.

CRI D'ALARME

Aux membres du P. C. ! Aux ouvriers révolutionnaires !

L'opposition de gauche s'adresse une fois de plus à votre conscience de classe, à votre volonté d'action révolutionnaire ; elle vous lance un *cri d'alarme* dans une situation où tant de possibilités révolutionnaires gigantesques menacent d'échapper au prolétariat pour aboutir aux désastres les plus terribles.

CRISE MONDIALE

La crise mondiale est devenue si vaste et si profonde qu'elle doit inévitablement trouver une issue à son développement dans des solutions politiques. Toute la structure sociale tend à se modifier par suite de l'écroulement de ses bases économiques. Ou bien cette solution consistera dans le renversement de la société capitaliste par le prolétariat instaurant sa dictature et s'attellant à l'édification de la société socialiste, ou, pour subsister momentanément, les divers impérialismes opéreront des modifications importantes de leur forme de domination en ayant recours au fascisme, et régleront leurs divergences par la puissance des armes les plus meurtrières.

Parmi les nations capitalistes, le Japon, étouffant sur son territoire restreint ; la France, dont le délabrement de l'économie nuit au maintien de son hégémonie, sont au premier rang des ennemis de l'U.R.S.S., vaste marché et surtout pôle révolutionnaire. L'impérialisme allemand, aux forces de production démesurées, à qui le traité de Versailles n'a fait que priver davantage d'air, s'oriente vers l'écrasement impitoyable de la classe ouvrière et la dictature la plus brutale, la plus bestiale du capital financier au moyen des bandes hitlériennes qui, triomphantes, constitueraient la troupe de choc la plus dangereuse contre l'Union Soviétique.

Un symptôme de la désorganisation et de l'instabilité générales consiste dans la multiplication des attentats terroristes, manifestations désespérées de certaines couches bourgeoises et petites-bourgeoises privées de perspectives et cherchant une issue en hâtant une intervention armée.

PAS D'ÉCHAPATOIRE

Dans une situation où les contradictions sont tendues à ce point, la lutte ira au fond des problèmes. Si le prolétariat ne met pas en cause l'existence du régime capitaliste dans un certain nombre d'États, ce sera la bourgeoisie qui mettra en cause l'exis-

tence de la dictature du prolétariat dans le seul pays où elle a triomphé et aussi l'existence de l'organisation qui concrétise les aspirations révolutionnaires du prolétariat, l'I. C. S'il est bien un moment où la théorie du socialisme dans un seul pays, que nous n'avons cessé de combattre, s'avère réactionnaire, fausse et dangereuse, c'est aujourd'hui où, si le prolétariat, n'arrivant pas à élargir ses conquêtes d'Octobre par la révolution victorieuse sur d'autres territoires du globe succombe, la bourgeoisie mondiale se chargerait, par la force, d'empêcher le prolétariat russe de poursuivre ses efforts gigantesques.

Pas d'échappatoire : ou la marche en avant du prolétariat brisant l'ordre capitaliste, ou le recul le plus catastrophique à la situation d'un siècle auparavant, où le prolétariat commençait à peine de s'organiser et de lutter. Dans ces conditions, le rôle de l'I. C. et de ses sections grandit et devient décisif pour l'issue de la lutte.

Quand le rôle du Parti, de l'I. C. acquiert cette importance, il importe qu'à chaque étape de la lutte les communistes procèdent à un examen méticuleux de leurs forces, confrontent minutieusement leurs analyses et leurs perspectives avec la réalité, vérifient scrupuleusement leur politique par les résultats qu'ils obtiennent. Sans cela, ce serait l'empirisme le plus grossier qui les guiderait en face d'une bourgeoisie habituée au pouvoir, exercée à la lutte, rompue aux manœuvres, ce serait par conséquent la défaite inévitable. Au contraire si chaque phase de la lutte est contrôlée, le prolétariat surmontera les difficultés, les échecs et se frayera la voie de la victoire en s'éduquant et en se fortifiant à l'épreuve de la lutte.

À l'heure actuelle, le plus grave danger pour la classe ouvrière et son avant-garde révolutionnaire, c'est l'affaiblissement des organisations communistes, de l'I. C. et de ses sections. C'est sur ce danger que les élections récentes viennent de mettre encore plus en lumière, que l'opposition de gauche attire l'attention des travailleurs révolutionnaires. Déjà, les grands bouleversements révolutionnaires en Espagne et la faillite éclatante du gouvernement travailliste en Angleterre avaient pu se produire sans que les P. C. de ces pays jouent un rôle politique tant soit peu important. Déjà, en Chine avait pu se produire l'agression japonaise sans que l'I. C. élève sa voix (ce sont des sections de l'I. C. qui ont lancé des appels, mais l'organisme suprême du mouvement ouvrier se taisait). Aujourd'hui, les élections de

France et d'Allemagne marquent le recul dans deux pays où l'I. C. avait des sections puissantes, ayant une influence sur une partie importante du prolétariat, celles qui, après le P. C. russe, comptaient le plus dans l'I. C.

LA SITUATION EN ALLEMAGNE

En Allemagne sonnent les heures décisives, non seulement pour le sort du prolétariat allemand, mais pour l'avenir du mouvement ouvrier mondial pour une série d'années. Les élections au Reichstag de septembre 1930 avaient marqué un renforcement considérable du fascisme, un accroissement sensible du Parti communiste et à peine un commencement de désagrégation de la social-démocratie. Depuis cette date, le développement de la situation, jalonné par un certain nombre d'élections partielles, puis par les élections de mars et d'avril 1932, est marqué par l'accroissement inouï du fascisme et le début d'un recul du P. C. qui, malgré les trahisons socialistes sans nombre, dont le vote pour Hindenburg, n'arrive pas à se lier aux masses réformistes. Le Parti communiste allemand paie la note de ses fautes, de sa politique passée, de la création de minuscules syndicats rouges, du « frappez les petits Zörgiebel », de sa collusion de fait avec le fascisme au plébiscite de Prusse du 9 août. La poursuite de la politique présente mènerait droit à la catastrophe.

Le fascisme, non seulement a progressé d'une façon considérable, mais il a occupé à chaque étape des positions qui facilitent son arrivée au pouvoir en affaiblissant la vigilance de la classe ouvrière. Sous le prétexte que Hitler se limitait et s'engageait à se limiter aux méthodes démocratiques, les socialistes ont freiné, émué la résistance ouvrière et ont détourné des masses qui leur font confiance vers les solutions parlementaires électorales, jusqu'à l'abdication la plus abjecte devant Hindenburg. Pendant ce temps, les organismes militaires tombaient plus ou moins franchement au service du fascisme.

A l'heure actuelle, les événements ont atteint une tension sans pareille : en Prusse, les fascistes constituent le parti numériquement le plus nombreux ; en Allemagne, leurs serviteurs dans la Reichswehr se livrent, avec le concours d'Hindenburg, à ce dernier rempart de la démocratie aux dires des social-démocrates, à un véritable pronunciamiento et débarquent un ministre qui a pourtant fait tout ce qu'il pouvait pour leur ouvrir les portes. L'arrivée « démocratique » de Hitler au pouvoir n'est peut-être plus qu'une question de jours. Disposant des rouages de l'Etat, il commencera la destruction implacable de toutes les organisations ouvrières.

Il est encore temps d'empêcher l'arrivée de Hitler au pouvoir et de battre le fascisme. Mais à condition d'abandonner le terrain parlementaire. Pour cela, il faut réaliser le front unique de la classe ouvrière pour la lutte armée contre les bandes fascistes. Les ouvriers social-démocrates, aussi bien que nous, communistes, en comprennent la nécessité. Mais, d'une part, ils sont encore tenus par la discipline

de leurs organisations, et d'autre part, le Parti communiste, par son attitude à leur égard, parfois plus agressif envers eux qu'envers les fascistes, ne leur inspire pas confiance. Ils ne répondent pas à ses appels au « front unique rouge » dont ils ne voient pas très clairement s'il vise les nazis ou leur parti. Pour ébranler les ouvriers social-démocrates, il faut changer radicalement d'attitude à leur égard. Sans cesser un seul instant de marquer ce qui nous divise de leur parti, de leurs chefs, sans atténuer une seule de nos critiques, il faut que le Parti communiste s'adresse au parti socialiste, que chaque organisation communiste s'adresse à l'organisation socialiste correspondante et lui propose une action commune contre le fascisme, comme le précisait déjà, le 8 décembre dernier, le camarade Trotsky, dans sa lettre à l'ouvrier allemand, membre du P. C. allemand :

« Aucune plate-forme commune avec la social-démocratie ou avec les chefs des syndicats allemands, aucune édition, aucun drapeau, aucun placard commun : Marcher séparément, frapper ensemble. S'entendre seulement sur ceci : comment combattre, qui battre et quand battre ? S'entendre là-dessus, on le peut avec le diable lui-même, avec sa grand-mère, et même avec Noske et Grzesinski. A une condition : ne pas se lier les mains.

« Il faut immédiatement élaborer enfin un système pratique de mesures, non dans le but de « dévoiler » simplement la social-démocratie (devant les communistes), mais dans le but d'une véritable lutte contre le fascisme. Les questions de la défense des usines, de la liberté d'activité des conseils d'usine, l'inviolabilité des organisations ouvrières, la question des dépôts d'armes dont les fascistes peuvent s'emparer, la question des mesures en cas de danger, c'est-à-dire de la coordination des actions de combat de détachements communistes et social-démocrates, etc., doivent entrer dans ce programme. »

Ne pas prendre cette voie, c'est aboutir à la capitulation honteuse, criminelle, traîtresse devant le fascisme. Le P. C. allemand et l'I. C. tout entière ne doivent pas commettre une telle infamie !

LA SITUATION EN FRANCE

En France, où la crise n'a pas encore atteint le haut degré d'acuité de beaucoup d'autres pays, les résultats des élections permettent de juger en pleine clarté la politique de la bureaucratie stalinienne. Dans les dernières années, celle-ci, en vertu de la théorie et des schémas de la « troisième période », proclamait l'existence de la crise et du chômage quand ceux-ci n'avaient pas encore frappé les masses, qui étaient présentées comme « radicalisées » ; les luttes économiques se trouvaient dépassées ; la grève politique, prélude de la conquête du pouvoir, était à l'ordre du jour. L'action ainsi engagée par la direction du Parti, en contradiction avec la situation réelle, les manifestations et les « journées rouges » sans manifestants, les grèves politisées sans grévistes aboutirent à discréditer la politique du Parti, à isoler celui-ci, à affaiblir les organisations révolution-

naires. On proclamait d'autant plus haut le « rôle dirigeant » que de moins en moins on dirigeait quoi que ce soit. Les échecs électoraux sont le paiement de la note de toute la politique passée. Après plusieurs années de cris sur la radicalisation des masses, la vague révolutionnaire et le nouvel essor révolutionnaire, c'est une perte sèche de 300.000 voix pour le Parti que nous avons à enregistrer, tandis que la social-démocratie et les renégats pupistes montent d'autant, enlevant provisoirement au Parti, selon le mot de Blum, une « tranche de la classe ouvrière ».

Cette perte de 300.000 voix porte, à l'exception de quelques circonscriptions du Nord et du Pas-de-Calais, sur tous les coins du territoire et en particulier dans les grands centres industriels (5.000 dans l'Allier, 10.000 dans l'Aube, 10.000 dans le Cher, 6.000 dans le Gard, 14.000 dans la Loire, 17.000 dans la Moselle, etc., 27.000 dans la Seine). La direction cherche à la faire accepter en criant bien fort que le Parti remonte la pente, que ces 800.000 voix sont celles de prolétaires qui, cette fois, ont donné leur confiance à la politique et à la tactique du Parti. Mais cela est faux et le chiffre global des pertes ne caractérise pas toute l'ampleur de l'échec.

ECHEC DE LA POLITIQUE STALINISTE

Est-ce une manifestation d'accord avec la politique du Parti que nous avons constatée au second tour ? Non. La tactique dite « classe contre classe » n'a pas été suivie par un très grand nombre d'électeurs, alors qu'elle était déjà connue, puisqu'appliquée quatre ans auparavant pour la première fois. Elle n'a pas été suivie par un grand nombre d'électeurs communistes du premier tour, non seulement quand il s'agissait de candidats socialistes mieux placés, mais aussi vis-à-vis de radicaux. Ainsi, dans 51 circonscriptions où socialistes ou radicaux étaient en meilleure posture pour le ballottage, le chiffre des voix communistes passe de 110.000 au premier tour à 55.000 au second, soit une perte de 50 %.

Est-ce une manifestation de confiance dans la politique du Parti et de la C.G.T.U. que nous devons enregistrer à Vienne ? Non, là où 6.000 travailleurs ont lutté héroïquement pendant des semaines, sous la direction unitaire, nous n'obtenons pas 800 voix, tandis que les socialistes rassemblent plus de 5.000 suffrages.

Les succès des pupistes dans la région parisienne constituent la condamnation la plus accablante de la politique stalinienne. Les Sellier, Garchery et Cie ont sans doute reçu l'appui de la bourgeoisie, mais ils sont passés avec un très grand nombre de voix d'ouvriers qui, quatre ans auparavant, avaient voté pour le Parti. La corruption, dit l'Humanité ? Cela peut être vrai pour un noyau, pour un Comité électoral, cela ne peut pas jouer pour des milliers d'ouvriers. Cet argument est une injure à des milliers d'ouvriers qui en 1928 votèrent communiste, qui ont des sentiments de classe, mais à qui les bureaucrates staliniens, loin d'avoir élevé leur conscience de classe, ont apporté tant de confusion en appelant indistinctement contre-révolutionnaire tout ce qui

s'opposait à leur politique, que ces travailleurs n'ont pas su distinguer le renégat derrière les phrases démagogiques des pupistes sur « l'unité prolétarienne ».

Est-il besoin de répondre au suprême argument de la direction, le « groupe Barbé-Celor » ? Lancé l'an dernier au moment du tournant, il visait à détourner le mécontentement du Parti sur quelques bureaucrates servant de boucs émissaires pour sauver l'autorité de la bureaucratie prise dans son ensemble. Mais comment expliquer la généralisation des échecs dans le monde ? Y avait-il aussi des « groupes Barbé » en Allemagne, en Angleterre, en Espagne, etc. ? La réalité, c'est qu'il y a un appareil responsable en commun de la politique menée en France, par Barbé comme par Thorez, par Celor comme par Frachon, de la politique menée en Allemagne et partout ailleurs sous la direction de Staline dans l'I.C.

C'est cette politique qu'il faut abandonner immédiatement. Quand on a commis tant d'erreurs, ruiné une grande partie de son influence, diminué le rayonnement et la force numérique de la C.G.T.U., disloqué ses rangs au profit d'éléments opportunistes et de renégats, quand on porte un si lourd fardeau, on ne peut penser regagner la confiance des ouvriers par les belles paroles d'un tournant amorcé pour répondre à la volonté de la base, mais rapidement bridé et transformé en une manœuvre de l'appareil pour sa propre conservation. Pour regagner la confiance des travailleurs, pour étendre à nouveau son influence dans la classe ouvrière, le Parti doit changer radicalement sa politique et manifester ce changement par des actes nombreux, montrant par son courage, sa hardiesse, sa persévérance, qu'il a compris sérieusement ses fautes et qu'il veut sincèrement les réparer. Hors de là, pas d'issue. Mais par contre dans cette voie, la situation objective offre tant de conditions favorables qu'il est possible de remonter le courant, de rattraper le temps perdu et d'aller vigoureusement de l'avant. *Ce tournant, qui s'impose, c'est la base du Parti qui seule peut le réaliser.* C'est à elle que nous présentons nos solutions puisées aux enseignements de Marx et de Lénine, pour ramener notre I.C., notre P.C. dans la voie des luttes victorieuses. C'est à elles que nous faisons appel pour conjuguer ses efforts aux nôtres pour le redressement du Parti.

PERSPECTIVES

En votant « à gauche » les masses ont manifesté leur volonté de voir changer leurs conditions de vie, elles ont manifesté qu'elles ne voulaient pas subir le sort qui leur est fait. Elles ont dans ce but fait confiance aux partis de gauche. Ceux-ci, nous le savons, ne pourront pas tenir leurs engagements, leurs promesses. L'approfondissement de la crise obéligerait les gouvernants bourgeois, et précisément ces formations de gauche, à surexploiter les masses laborieuses, à dépouiller les masses petites-bourgeoises. Inévitablement se produira à brève échéance une rupture entre les partis de gauche et les masses

qui viennent de les pousser au pouvoir. Cette rupture profitera-t-elle à notre Parti? L'évolution « à gauche » des masses se poursuivra-t-elle avec conséquence vers le communisme? Chez une certaine partie des travailleurs aujourd'hui illusionnés par les gauches, cette évolution se produira indépendamment de la politique du Parti. Mais pour l'immense majorité de ceux qui viennent de voter « à gauche », leur évolution ultérieure dépend de la politique suivie dès à présent par le Parti. Les exemples de l'Angleterre et de l'Allemagne prouvent que si le Parti n'a pas su se lier au préalable aux masses réformistes, se frayer un chemin vers elles, ce n'est pas lui, mais les formations bourgeoises les plus réactionnaires, comme les torys anglais ou les nazis, qui bénéficient des désillusions des masses.

La tâche présente, urgente, du Parti est de se creuser un chemin vers les masses qui suivent les formations de gauche et avant tout ces masses qui ont confiance dans le Parti socialiste et dans la C.G.T. Comment y parvenir? En se liant à elles dans l'action de tous les jours!

CONTRE LE « SOCIAL-FASCISME »

Aujourd'hui, le problème central pour tous les travailleurs, c'est la résistance à l'offensive capitaliste contre leurs conditions de vie, contre l'abaissement des salaires, contre le chômage, contre les libertés péniblement acquises. Pour mener cette lutte contre l'offensive capitaliste, la classe ouvrière a besoin d'être unie. Elle le ressent profondément. Ceux qui travaillent à unifier sa lutte gagneront sa confiance; ceux qui auront l'air de s'y opposer seront impitoyablement rejetés par elles. Le Parti communiste doit travailler de toutes ses forces à unifier l'action ouvrière. Pour cela, il lui faut abandonner la théorie du « social-fascisme » qui, par ses conséquences, le fait apparaître comme anti-unitaire. Il doit comprendre que les ouvriers réformistes, par suite du développement insuffisant de leur conscience de classe, croient défendre leurs intérêts de classe par des moyens que nous savons inopérants. Il faut que le Parti modifie son attitude envers eux et s'adresse à eux en tenant compte de leurs conceptions.

En vertu de la théorie du social-fascisme, le Parti consent à réaliser le front unique avec les ouvriers réformistes, mais pas avec leurs organisations et, au contraire, contre leurs organisations. Cette condition suffit actuellement pour que le front unique ne puisse se réaliser. Les ouvriers qui sont dans les organisations réformistes ont confiance dans celles-ci, dans les chefs qui les dirigent pour mener la lutte en faveur de leurs intérêts. Ils se trompent; mais leur propre expérience qui peut le faire. Leur poser comme condition qu'avant toute action commune ils se séparent de leurs organisations et de leurs chefs — ce qui ne peut être qu'un des résultats de l'action — c'est apparaître comme celui qui pose des obstacles à la réalisation de l'unité d'action du prolétariat. C'est faire le jeu des chefs réformistes.

Il ne s'agit pas aujourd'hui d'opposer le « front unique par en bas » au « front unique par en haut », il faut réaliser le front unique tel qu'il fut défini au III^e Congrès de l'I.C., c'est-à-dire l'action concertée sur des points précis entre organisations révolutionnaires et réformistes. A condition que le Parti conserve toute son indépendance, tout son programme, toute sa liberté de critique à chaque moment de la lutte, il n'a rien à perdre à proposer et à mener une lutte commune avec les organisations réformistes; il n'a qu'à gagner en se plongeant parmi de larges masses et en pouvant, dans l'expérience commune, frapper avec d'autant plus de vigueur les chefs réformistes quand ils freinent et trahissent la lutte.

PROGRAMME DE FRONT UNIQUE

Le front unique est une tactique qui, en France, peut être appliquée sur une vaste échelle. D'abord la lutte contre l'offensive capitaliste, la résistance aux diminutions de salaires, l'assurance-chômage, la diminution de la journée de travail avec maintien du salaire, le maintien des conquêtes arrachées autrefois par la classe ouvrière (droit de réunion, de manifestation, de grève). Ces revendications et celles qui en découlent inévitablement, comme l'amnistie pour les victimes de la répression bourgeoise et l'extension des libertés ouvrières aux travailleurs de toutes nationalités, sans quoi ces libertés resteraient un vain mot pour tous les travailleurs, toutes ces revendications sont celles de tous les travailleurs. Le changement de gouvernement entraîne une certaine effervescence politique propice à l'action. Il faut en profiter pour proposer aux organisations réformistes et à leurs membres une action commune pour le triomphe de ces revendications. Si l'action commune peut s'engager, le P.C. aura de grandes perspectives pour son développement ultérieur quand, au cours de la lutte, les masses unies se heurteront aux agents de la bourgeoisie qui dirigent le Parti socialiste et la C.G.T.

L'UNITE SYNDICALE

De la même façon que le Parti doit aujourd'hui proposer le front unique aux organisations réformistes, il doit, pour travailler à la réalisation effective de l'unité syndicale, abandonner les conceptions qu'il a fait triompher au congrès de Magic-City de la C.G.T.U. Vouloir des ouvriers réformistes qu'ils fassent l'unité avec nous « sans Jouhaux », c'est se montrer pour eux aussi adversaires de l'unité que le sont pour nous Jouhaux et sa clique quand ils cherchent à mettre hors du mouvement syndical réuni les dirigeants de la C.G.T.U. Le problème de l'unité syndicale, ce n'est pas le cas Jouhaux pour les uns, le cas Monmousseau pour d'autres, c'est pour des millions de travailleurs le problème de l'unification de deux organisations, des masses qui y adhèrent. Cette réalisation donnerait une impulsion au mouvement ouvrier. Les communistes, pourvu qu'ils puissent faire valoir leurs points de vue dans

l'organisation unifiée et chercher à les faire triompher par le jeu de la démocratie prolétarienne, n'ont pas à craindre d'être minorité à présent. L'unification syndicale nous donnerait un plus vaste champ d'action, nous mèlerait à la vie d'un nombre plus grand d'ouvriers, permettrait ainsi à ceux-ci de confronter d'une façon plus tangible nos méthodes et celles des réformistes, tandis que dans le rapport des forces présent, la C.G.T.U. absorbe l'activité syndicale du Parti dans une zone de sympathisants, l'isole de la grande masse réformatrice et restreint considérablement son rayonnement. Le Parti communiste doit par conséquent mener sans tarder une grande campagne hardie, persévérante, pour la réalisation de l'unité syndicale, en ne mettant d'autres conditions que les garanties d'organisation qui permettront au courant révolutionnaire — comme à toutes les tendances — de pouvoir dans l'organisation unifiée s'organiser pour faire prévaloir ses points de vue par le jeu de la démocratie ouvrière.

Ce changement d'orientation envers les ouvriers réformistes entraîne nécessairement l'abandon de la tactique dite « classe contre classe », tactique qui nous coupe des ouvriers socialistes, les renforce dans leurs illusions parlementaires et permet à leurs chefs de spéculer là-dessus pour les dresser contre le communisme. En se retirant au second tour pour le candidat socialiste s'il a reçu la majorité des voix ouvrières, le Parti ne doit pas atténuer, mais renforcer sa lutte contre le réformisme et indiquer aux travailleurs abusés par celui-ci qu'il agit ainsi parce qu'il ne veut pas entraver, mais hâter leur propre expérience.

Ce tournant profond qui s'impose dans la politique du Parti français et qui aboutirait à une véritable politique « classe contre classe » en dressant la masse du prolétariat dans l'action contre la bourgeoisie, est inconcevable sans ce tournant profond dans l'I.C. Un P.C. ne peut pratiquer une politique nationale détachée d'une conception internationale de la lutte. Si le P.C. français repousse la théorie anti-marxiste du « social-fascisme », il n'est pas possible que les autres sections la poursuivent. Le P.C. français a des tâches internationales immenses ; il lutte contre un impérialisme qui opprime des millions de masses coloniales, qui est à la pointe du combat contre l'Union Soviétique, appuyant pour cela le Japon et stipendiant des Etats de la Petite-Entente en Europe centrale, qui demain apporterait au fascisme hitlérien tout son appui armé contre le prolétariat allemand. Pour remplir ses tâches, le P.C. français doit mettre à son ordre du jour la politique de l'I.C. et exiger un congrès de celle-ci afin d'examiner la situation mondiale et particulièrement la situation allemande et les tâches des P.C. concernant le développement des forces révolutionnaires en Allemagne.

Camarades !

Nous avons montré la gravité de la situation et apporté les solutions pour enrayer le déclin actuel du mouvement communiste et le placer dans la voie du redressement. Il faut les réaliser sans tarder.

Les responsabilités de chaque communiste sont grandes. Attendre on ne sait quelle intervention miraculeuse, se taire quand l'enjeu de la lutte est si grand par crainte de subir les attaques de l'appareil stalinien, agir ainsi ou plutôt ne pas agir, c'est faillir à son devoir de communiste, c'est laisser désarmer son Parti et sa classe en face des attaques de la bourgeoisie.

Vous ne permettez pas que se poursuive en Allemagne une politique de capitulation devant le fascisme dont le triomphe rejeterait le mouvement ouvrier mondial très en arrière, porterait un coup terrible à la lutte par vos propres revendications et entraînerait peut-être la disparition de l'I.C. comme facteur politique et menacerait l'existence de l'U.R.S.S. Vous exigerez une politique de combat réalisée par le front unique proposé aux organisations réformatrices.

Vous ne permettez pas que le courant « à gauche » qui existe actuellement en France aboutisse, par une fausse politique du Parti, à un revirement vers les formations bourgeoises les plus conservatrices. Vous exigerez une politique qui rassemble la classe ouvrière par le front unique, par l'unité syndicale, pour faire triompher ses revendications.

N'attendez pas les décisions d'en haut ! La politique stalinienne a mis notre Parti au pied du mur. Pour le franchir, il faut un tournant. Vous l'exigerez. Vous l'imposerez. Dans vos cellules, dans vos rayons, dans toutes vos organisations, élevez la voix, faites voter des résolutions, brisez les barrières dressées par les bureaucrates entre les groupements de base, unifiez vos efforts et joignez-les aux nôtres.

Pour que le Parti, pour que l'I.C. remplissent leur rôle de guide révolutionnaire, pour défendre efficacement l'Union Soviétique, chaque membre du Parti fera triompher les mots d'ordre suivants :

1° Pas de capitulation devant le fascisme en Allemagne ! Politique de combat ! Front unique avec toutes les organisations ouvrières menacées par le fascisme !

2° En France, propositions d'action commune aux organisations réformatrices pour la défense des salaires, l'assurance-chômage, la diminution de la semaine de travail, l'amnistie, le respect des libertés ouvrières.

3° Lutte pour l'unité syndicale par la fusion des deux centrales, sous la seule condition de la démocratie prolétarienne, y compris le droit des tendances à s'organiser.

4° Tenue d'un congrès de l'I.C. sur la situation mondiale, préparé avec la participation de l'opposition de gauche.

5° Réintégration de l'opposition de gauche dans le Parti !

LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION).

Le 20 mai 1932.

Problèmes de l'économie de l'U. R. S. S.

CH. G. RAKOVSKY

A U C O N G R È S E T D A N S L E P A Y S

L'étude de notre camarade Rakovsky, que nous publions ici, a été publiée d'abord par le Bulletin de l'Opposition russe (n° 25-26. nov.-déc. 1931). Elle était précédée de la note suivante de la rédaction du Bulletin :

« Nous publions ci-dessous le travail étendu du camarade Ch. G. Rakovsky, qui nous est parvenu dans des circonstances qui ne dépendent pas de nous, avec un grand retard. La valeur de ce travail réside essentiellement dans son caractère programmatique et stratégique, et non conjonctural ; c'est cela qui lui donne une importance si considérable. »

REMARQUES PRELIMINAIRES

Le présent article représente une tentative d'illustrer, en se servant d'exemples concrets, quelques conclusions fondamentales qui, il y a encore quelques mois, effrayèrent certains éléments, mais qui déjà aujourd'hui, sous l'influence des événements qui se développent avec rapidité, sont devenus des vérités incontestables. Notre deuxième objectif est de pousser un peu plus avant, en s'appuyant sur une analyse donnée, notre compréhension du caractère des processus qui se déroulent dans le pays. Ce qu'on pouvait dire « en général » à ce sujet est déjà dit. Il est temps, il est grand temps de passer des considérations générales, des affirmations d'ensemble répétées que le centrisme mène au Thermidor, des discussions sur le point de savoir dans quelle proportion Thermidor est inévitable, à l'étude concrète des voies par lesquelles la politique actuelle prépare une victoire possible de Thermidor. Cette étude concrète demande plus de travail, plus de réflexion et plus d'attention que la logomachie politique sur les thèmes généraux, et que la répétition interminable des lieux communs dans différentes versions. Mais c'est seulement sur cette voie qu'on peut avancer dans le sens d'une compréhension plus profonde de ce qui se passe dans le pays. Je me rends compte mieux que quiconque de toutes les faiblesses de mon travail. Je ne parle même pas du fait que nous sommes loin de posséder tous les matériaux nécessaires à un travail de ce genre. Mais même avec les matériaux dont nous disposons, un tel travail est au-dessus des forces d'un seul homme. Je sais que tout est loin d'être suffisamment convaincant. Je sais aussi que bien des choses seront discutables. Il en sera ainsi à la fois à cause de mes erreurs, parce que je n'ai pas réussi à aborder bien des sujets, parce que, sur beaucoup de questions qui demandent une étude spéciale j'ai été

obligé de n'aborder que le côté économique des choses. Je ne prétends nullement avoir pleinement réussi l'analyse concrète ou avoir surmonté toutes les difficultés qu'une telle analyse entraîne. En me proposant en premier lieu d'éclaircir d'une façon concrète une série de questions pour moi (et espérons-le aussi pour d'autres), je veux croire que ce travail poussera certains camarades à entreprendre un travail dans le même sens.

QUELQUES MOTS SUR LE XVI^e CONGRES

Il n'y a pas grand chose à dire au sujet du congrès lui-même. La tâche qui était proposée au congrès fut remplie à 100 %. Certes, le congrès n'a pas résolu, ni même posé un seul des problèmes qui se posent devant le pays et la révolution. On ne le lui a même pas proposé. La tâche du 16^e Congrès consistait à consolider les « succès » organisationnels de la fraction stalinienne, à renforcer la mainmise de l'appareil sur le parti, celle du groupe de Staline sur l'appareil et à raffermir les positions de Staline lui-même comme chef reconnu trônant sur tout le mécanisme de l'appareil, installé confortablement sur le dos du parti. De là le divorce profond, l'écart immense entre ce qui s'est passé au congrès et ce qui se passe dans le pays. Les tâches de la mécanique organisationnelle ont refoulé les tâches politiques. Partant de cette mécanique d'organisation, Staline n'a pas pu poser une seule des questions qui se posent effectivement devant la révolution. Partant de la même mécanique organisationnelle, les droitières n'ont pas osé poser ces questions. Le concret a passé à côté de la vie. Telle est la première conclusion, tel est le premier sentiment que chacun éprouvait en lisant les comptes rendus du congrès. La deuxième conclusion est que ce congrès représente une des étapes les plus importantes sur la voie

d'un plus grand développement (si cela est encore possible !) de la bonapartisation du parti. La solution des questions politiques n'est plus confiée, non seulement au parti, mais pas même au congrès soigneusement filtré et sélectionné. L'approbation sans réserves, par avance, de la ligne générale dépourvue de tout contenu concret, ne peut signifier autre chose qu'une approbation semblable, donnée à l'avance, de n'importe quelle politique, de n'importe quel tourment, dans n'importe quel sens. Or, il faudra bien « tourner » dans un sens quelconque, et assez rapidement ! C'est précisément en prévision de cela que le groupe stalinien s'est fixé pour ce congrès la tâche de se libérer les mains dans les deux sens, et d'obtenir du congrès carte blanche. L'appareil reçoit une plus grande liberté d'action par rapport au parti. On préfère en général ne pas parler de l'opposition. Yaroslavsky, si prodigue d'habitude de citations, n'a pas pu de toute évidence en faire une seule, même falsifiée, qui n'atteigne pas toute la politique du centrisme. C'est pour la même raison qu'ils n'ont pas osé résumer, à leur manière, la déclaration de la direction oppositionnelle.

La situation extérieure était en harmonie complète avec le contenu idéologique des travaux du congrès. Quand l'historien futur écrira l'histoire des mœurs de l'époque de reconstruction, il se servira en premier lieu pour l'illustrer, des procès-verbaux du 16^e Congrès. Ce tableau de la sauvagerie des bureaucrates et de l'appareil déchaînés contre les droitiers est un symbole digne de tout le régime contemporain. Le plus répugnant ici est que cette compétition dans la crapulerie envers le pêcheur qui se traîne sur le ventre est le prix que les *tchinovniki* (employés d'Etat) paient pour leur propre bien-être : Qui est sans péché ? Qui peut garantir que demain il ne sera pas à son tour la victime expiatoire sacrifiée sur l'autel du prestige de la ligne générale ? Il est difficile de dire qui d'entre eux a conservé le plus de dignité personnelle — de ceux qui baissaient humblement la tête sous les sifflements et les hurlements et laisser passer les injures, dans l'espoir d'un meilleur avenir, ou de ceux qui, dans le même espoir, lançaient ces injures en sachant d'avance que l'adversaire reculerait constamment. Au 15^e Congrès encore, l'appareil n'aurait pas pu se permettre cela. Sur le 15^e Congrès on sentait passer le souffle de l'histoire. On sentait qu'il se passait quelque chose de sérieux, que le parti vivait une tragédie. Maintenant on tenta de répéter la même chose vis-à-vis de la droite. Mais la deuxième fois cela tourna, comme il arrive toujours, en une farce méprisable. En traçant les conséquences possibles de la lutte des centristes contre les droitiers, Trotsky écrivit : « Si pratiquement elle (la lutte contre les droitiers) peut signifier la purification du parti des éléments les plus déclarés de l'ouïaloutchina, et le freinage ou le ralentissement du glissement ou de la dégénérescence, elle signifiera en même temps la désorganisation ultérieure de la pensée du parti, l'avilissement de la méthode marxiste — et par cela même la préparation de nouvelles étapes encore beaucoup plus sombres et dangereuses du développement du parti ».

La réalisation de ce programme tracé par Trotsky se déroula en pleine concordance avec la loi du développement inégal : si par rapport à la première partie de la prévision le programme n'est pas mieux réalisé que les indices de qualité dans la production, pour la deuxième partie la réalisation du programme est sûrement largement dépassée.

DANS LE PAYS

Cependant, les événements dans le pays suivent leur cours. Si le congrès a considéré qu'on pouvait passer à côté de la vie, la vie a d'autant plus de raison de passer à côté des résolutions officielles du congrès. Plus on s'éloignera du congrès, plus les choses qui ont été soigneusement cachées et voilées par les centristes, et dont n'osaient pas parler les droitiers, resurgiront dans toute leur nudité hideuse. Puisque le congrès n'a pas pu faire le bilan de toute la politique du centrisme pendant les deux ans et demi écoulés, et en même temps de toute la politique précédente du bloc centre-droite, ce bilan sera tiré par la vie, par les classes, et (sans qu'on puisse dire encore dans quelle mesure) par le parti. Le total général du bilan consiste en ce que la révolution est placée directement devant un immense échec historique qui se rapproche et qui sera la rançon de sept années de politique opportuniste. Cet échec se transformera-t-il définitivement en une transmission du pouvoir entre les mains d'autres classes ? Ce n'est pas le destin, mais la politique qui en décidera. Cela signifie non pas des paroles générales ni des schémas généraux, inventés et tirés par les cheveux, si gauches soient-ils, mais la définition concrète d'un programme d'action clair sur la base duquel on puisse atténuer au maximum les conséquences de cet échec historique et sauver à n'importe quel prix la dictature. Mais la construction d'un tel programme est impossible sans qu'on tienne compte pleinement et consciemment de la situation concrète qui s'est créée dans le pays. Avant de décider ce qu'il faut faire, il faut connaître avec certitude ce qui est. Et avant d'élaborer le programme concret, il faut avoir une notion concrète des positions de départ sur lesquelles ce programme sera construit.

INDUSTRIE, QUANTITE ET QUALITE

L'accroissement quantitatif considérable de la production, en comparaison avec l'année écoulée, est un fait absolument indéniable. La valeur brute de l'industrie lourde fut, pour les 9 premiers mois de cette année (1930), de 11.705,7 millions de roubles (sans changement des prix), contre 9.137,4 millions de roubles pour l'année passée ; c'est un accroissement de 27,4 %. Bien que cet accroissement demeure de 3,7 % en arrière sur les prévisions du plan, il faut cependant le considérer comme exceptionnellement élevé. Ce serait une raison de tomber dans l'optimisme, si on s'en tenait à la constatation du fait, sans entrer dans l'analyse des circonstances et phénomènes concomitants qui accompagnent cette hausse des coefficients de quantité. J'ai déjà dû indiquer le fait que l'accroissement des chiffres

de quantité, pris en soi, ne constitue pas un critère suffisant, non seulement pour apprécier l'accroissement réel des forces de production, mais aussi pour apprécier si un tel accroissement existe d'une manière générale. Ce sont seulement les trois éléments suivants qui peuvent servir à mesurer réellement l'accroissement des forces de production et garantir par conséquent l'augmentation progressive des chiffres de quantité : 1° la base sur laquelle ces chiffres de quantité sont obtenus ; 2° le rapport entre les coefficients de quantité et de qualité ; 3° la mesure de l'accumulation et de l'élargissement du capital industriel.

*
**

Deux types principaux de l'accroissement des chiffres de quantité sont possibles : 1° un accroissement sur la base de l'agrandissement du capital d'investissement (capital de base), qui est lié d'habitude à l'accroissement de la *productivité du travail* (au sens marxiste du terme : c'est-à-dire un accroissement du produit, calculé sur une personne, sur la base du passage de l'industrie à un niveau plus élevé ; 2° un accroissement sur la base de l'ancien capital d'investissement (et par conséquent sur l'ancienne base technique), grâce à son utilisation plus intense. Dans ce cas l'accroissement des chiffres de quantité est habituellement étroitement lié à l'augmentation de l'*intensité du travail* et à un accroissement relativement considérable des forces de travail. Dans la pratique, ces deux méthodes d'accroissement des chiffres de quantité vont généralement de pair, et la tâche consiste à établir la part de l'une ou de l'autre. Un calcul exact est ici à peine possible (il est en tout cas impossible sur la base des matériaux dont je dispose), de telle sorte qu'il faut utiliser une série d'indices indirects, qui cependant sont à mon sens suffisants pour donner un aperçu général de la situation de fait. Il est incontestable qu'au cours de la dernière année, il s'est produit un certain élargissement du capital de base industriel, sans compter que cela est aussi le cas pour l'année en cours, de telle sorte qu'une augmentation de la quantité à un degré quelconque s'est aussi effectué sur cette base. Mais en prenant la question par l'autre bout, nous en viendrons facilement à la conviction qu'au fond l'augmentation de la quantité s'est effectuée sur la base des méthodes du deuxième type. Nous avons avant tout une augmentation considérable de la *pression exercée sur l'ancien capital de base*, au moyen de l'introduction de la semaine de travail ininterrompue et de l'augmentation des équipes...

Selon les chiffres de contrôle, l'augmentation de la productivité du travail calculée sur un seul ouvrier « ne serait basée que dans une très faible mesure sur l'augmentation de l'intensité du travail ». Dans la pratique, il en fut autrement. Dès le premier semestre le nombre d'ouvriers augmenta de 14,3 % par rapport à la période correspondante de l'année passée : l'augmentation du nombre d'ouvriers dépassa les prévisions du plan de plus du quadruple. Quant à l'accroissement de la productivité du travail d'un

seul ouvrier, il était presque, au cours du premier semestre, de 18-19 %, au lieu de 25,3 % escomptés par le plan. Si nous pouvions vérifier exactement dans quelle mesure cette augmentation de la productivité du travail s'est effectuée aux dépens de l'amélioration de la base technique, et dans quelle mesure elle s'est faite aux dépens de l'intensification du travail, cela éclaircirait encore davantage la question. Mais ici seul un calcul approximatif, sur la base des chiffres mentionnés plus haut, est possible. L'introduction de la semaine de cinq jours liée au fonctionnement ininterrompu des usines, signifie en soi une augmentation de la durée de travail de l'outillage d'usine de 1/6. c'est-à-dire de 16,6 %. Si durant ces 9 mois environ 50 % des ouvriers, c'est-à-dire environ la moitié de l'industrie, est passée à la semaine de cinq jours, cette exploitation accrue du capital de base devait entraîner à elle seule une augmentation de la production de 8-9 %. L'augmentation des équipes devait entraîner 1-2 % d'augmentation. L'augmentation du nombre d'ouvriers a agi dans le même sens. Cette augmentation s'étant dans une large mesure effectuée aux dépens de l'augmentation des ouvriers manœuvres, cela signifiait pour les ouvriers qualifiés la possibilité d'une meilleure utilisation de l'appareil. Si l'on considère finalement que le passage au fonctionnement ininterrompu des usines signifie la liquidation automatique d'une série de périodes d'attente de l'équipement, de caractère purement technique, nous ne sommes sans doute pas très éloignés de la réalité en admettant qu'environ 15 % de l'augmentation de la production sont dus à l'introduction de la semaine de 5 jours, à l'augmentation des équipes et à l'augmentation du nombre d'ouvriers, c'est-à-dire, en d'autres termes, à l'augmentation de l'intensité dans l'utilisation de l'appareil. (1)

Les 12 % restant se répartissent sur l'augmentation de la productivité du travail, le renforcement de l'intensification du travail et l'élargissement du capital de base. Ainsi que nous le verrons plus loin, la part de beaucoup la plus importante revient à l'augmentation de l'intensification du travail, ce qui diminue d'autant le poids spécifique de l'influence qu'ont les deux autres facteurs sur l'augmentation de la quantité. Je le répète, ce calcul (j'ai dû renoncer à tenir compte de toute une série de détails) n'est qu'approximatif, mais il est cependant suffisamment exact pour permettre une première conclusion quant à l'accroissement de la quantité : l'augmentation de la quantité s'est produite dans une mesure décisive non pas aux dépens de l'amélioration de la base technique, mais aux dépens de l'utilisation plus intense du capital de base existant, obtenue par l'augmentation du nombre d'ouvriers d'une part et par l'augmentation de l'intensité du travail d'autre part.

Mais une telle méthode d'augmentation de la quantité porte en soi les conditions d'une rupture,

(1) Quelques indications concernant certaines entreprises et certaines branches déterminées indiquent qu'en réalité ces chiffres sont beaucoup plus élevés.

sans parler du fait qu'elle ne garantit en aucune manière l'augmentation quantitative ultérieure de l'industrie. Cette méthode d'augmentation de la quantité se heurte rapidement à ses propres limites naturelles. On ne peut augmenter à l'infini ni l'utilisation plus intense des machines, ni l'intensification du travail. Une telle méthode peut avoir un sens — et seulement du point de vue économique — lorsqu'elle n'est employée que pour une courte période, et si parallèlement existe la possibilité de créer, en un laps de temps aussi court, la base matérielle d'un capital fondamental élargi. (1)

Mais le fait même d'avoir été obligé de recourir à cette méthode et de l'avoir érigée en système démontre justement combien nous sommes en retard en ce qui concerne la création de la base matérielle. Le degré de pression de la classe ouvrière, grâce à laquelle le centrisme espère rattraper ce retard, caractérise aussi l'envergure de ce retard. Ce qui est essentiel et marque son empreinte sur la situation actuelle, c'est justement la vérification indiscutable du fait que le retard ne peut pas être liquidé à brève échéance, à l'aide des seules réserves intérieures du pays. Avant de passer à l'analyse de cette question, je m'arrêterai encore à trois éléments qui, venant de différents côtés, prouveront de différentes manières qu'en ce qui concerne l'augmentation de la quantité, nous sommes parvenus à la limite au-delà de laquelle il est impossible de poursuivre l'augmentation sur la base donnée.

*
**

Le premier et le plus important de ces éléments est la *qualité de la production*. Il suffit de feuilleter un numéro d'un journal quelconque pour constater qu'à cet égard la situation est catastrophique. Ni l'agitation, ni les mesures administratives et juridiques n'ont pu arrêter le processus d'avitaillement de la qualité. Les faits sont suffisamment connus. Je me contenterai donc de mentionner quelques-uns des exemples les plus criants.

Pour les usines métallurgiques et pour les catégories de production suivantes, les déchets étaient (2) :

Usine Dzerjinsky	32 %
Usines Dzerjinsky et Petrovsky	40 %
Usine Verchnié-Turinsk	100 %
Usine Lepaievsky (tôles)	40 %
Usine Nadjeginsky (acier de 1 ^{er} choix)	30 %
Usine Marty (acier)	32 %

(1) Une telle méthode peut encore être dictée par exemple par l'état de guerre, lorsque les questions de la reproduction sont mises d'une manière générale à l'arrière-plan.

(2) Ces indications sont empruntées à quelques numéros des journaux *Pour l'Industrialisation* et *La Vie Économique*, parus à la fin du semestre. Mais si, depuis, un changement s'est effectué, ce ne peut être que dans le sens du pire.

On pourrait évidemment allonger beaucoup cette liste. Il ne s'agit donc pas de certaines malfaçons particulières, mais d'un *système de fabrication des marchandises défectueux*. Le contenu en scories du charbon a fortement augmenté et atteint parfois 18 %. 20 % seulement des briques correspondaient aux normes de surcharge prescrites. Les choses sont encore pires dans l'industrie de transformation, où le record a été atteint par l'industrie textile. Selon des indications répétées, la moyenne du déchet par rapport à la marchandise « pure » (c'est-à-dire déjà triée) est de 50 %. Dans la presse on a aussi indiqué le montant des pertes, se chiffrant par millions, engendrées par cet avilissement de la qualité. Il est caractéristique qu'en ce qui concerne le déchet les usines nouvelles, elles aussi, ne restent pas en arrière. L'usine de tissage de l'Union de Melanhev en construction a fourni en avril (1930) 93,8 %, et en mai 92,37 % de déchet. Selon les indications du Commissariat de l'Inspection Ouvrière et Paysanne, le pourcentage du déchet dans les ateliers d'habillement se monte cette année à 30 %, contre 10 % l'année précédente. Dans la fabrication de sabots, le déchet va jusqu'à 14 %, pour la chaussure, 13 %. Il n'y a littéralement aucun domaine où la situation n'est pas extrêmement mauvaise quant à la qualité des produits, et il n'y a à peu près aucune branche où l'année en cours n'ait enregistré un avilissement de la qualité. En outre il est évident que dans les cas où le produit traverse plusieurs étapes de manipulation, la mauvaise qualité d'une branche se multiplie par la mauvaise qualité de toutes les autres. Quelles sont les conclusions qu'impose l'analyse de la question de la qualité ? Ces conclusions sont les deux suivantes :

1^o *Par suite de l'avitaillement de la qualité de la production, les indications concernant les chiffres de quantité sont, plus ou moins, purement fictives. C'est ce que Kouibitchev, à la séance du presidium du Conseil supérieur de l'Économie, fut forcé de reconnaître, lorsqu'il déclara : « Les chiffres concernant l'augmentation énorme de l'industrie deviennent des chiffres relatifs lorsqu'on considère les changements de la qualité ». (Vie Économique, 22 mai). Le journal Pour l'Industrialisation (18 juin) s'exprime d'une manière plus énergique, lorsqu'il dit que dans ces conditions « nos acquisitions relatives à la quantité ne valent pas un sou ». Je veux citer un exemple concret tiré de la réalité (un seul parmi des centaines d'autres), cité par Rafalovsky dans Pour l'Industrialisation du 16 juin.*

Si 8.000 établis de foreuses-perforatrices travaillent au rythme rapide de 30 m/m à la minute, avec un jeu de 0,4 m/m, par contre des foreuses d'une qualité inférieure abaisseront le rythme à 20 m/m, avec un jeu de 0,28 m/m à la minute, ce qui nécessitera, pour une fourniture analogue, 17.000 établis.

Qu'est-ce qui est dans ces conditions plus avantageux pour l'économie générale ? Une quantité déterminée de perceuses du premier genre ou une quantité double du second ? Évidemment, les premières sont les plus avantageuses, mais, entre autres choses, l'augmentation de la production de perceuses du simple au double, signifierait une augmentation

de 100 % de la production. Cette appréciation est tout aussi juste pour n'importe quel autre produit, depuis le tracteur jusqu'aux sabots. Dans toute une série de cas, l'aviilissement de la qualité, non seulement annule les gains quantitatifs, mais entraîne même un effet exactement opposé. Ainsi par exemple, nous lisons dans un aperçu sur le travail de l'industrie textile (*Pour l'Industrialisation*, 20 avril) : « Dans beaucoup d'entreprises le plan de production n'est réalisé que moyennant une augmentation des pertes et des déchets dans la fabrication des objets finis et semi-facturés. De cette manière les résultats quantitatifs furent en fin de compte annulés, ce qui causa des dommages à l'industrie textile ainsi qu'à toute l'économie. Pour certaines catégories de marchandises, le coût de production n'est même pas couvert, sans vouloir parler d'accumulation ». Voilà le revers de l'augmentation de la production à grande allure.

Seule la comparaison avec les résultats qualitatifs permet une appréciation des résultats quantitatifs. Si l'on ne tient pas compte de la qualité des produits, les chiffres de quantité ne sont qu'une fiction statistique, qui ne correspond pas au véritable état des choses. Il est tout à fait évident que seul le rapport du coefficient de quantité au coefficient de qualité donnerait un tableau correspondant à la réalité, et que ce tableau différerait essentiellement de celui que donne la presse officielle dans des articles superficiels. Malheureusement, ces chiffres de mesure, qui permettraient d'exprimer le niveau de la qualité de la production et, par conséquent, le niveau véritable de son augmentation quantitative, n'existent pas encore. Voilà notre première conclusion.

2° Les résultats qualitatifs obtenus, non seulement révèlent clairement la valeur tout à fait relative qu'ont actuellement les résultats quantitatifs, mais aussi la marche possible de leur développement dans l'avenir. En même temps les résultats qualitatifs témoignent aussi indirectement du degré auquel est poussée l'intensité du travail, étroitement liée à ces résultats. L'intensité du travail est poussée jusqu'à la limite à laquelle l'ouvrier, pour produire la quantité qu'on exige de lui, n'est plus capable de fixer son attention sur la qualité. Toutes les indications témoignent du fait (j'y reviendrai encore par la suite) que sur la base technique donnée, nous sommes parvenus à la limite exacte, au delà de laquelle une augmentation de la quantité par l'augmentation de l'intensité du travail, ne peut être obtenue que par l'aviilissement de la qualité. La qualité de la production avertit qu'une augmentation ultérieure de sa quantité n'est plus possible par l'augmentation de l'intensité.

Si la qualité de la production signale les limites tracées à l'augmentation de l'intensité du travail, les limites de l'augmentation de l'intensité d'utilisation des machines entraînent l'utilisation de nouveaux cadres d'ouvriers.

Pour arriver à une plus grande utilisation de l'ancien capital de base, il y a encore de grandes réserves grâce à une plus grande fréquence du chan-

gement d'équipe, du passage au travail durant vingt-quatre heures.

Je ne me suis pas proposé ici d'analyser la question des cadres, mais tous ceux qui suivent cette question savent que cette question ne peut pas être résolue, dans le proche avenir, et que par conséquent les réserves qui permettraient une augmentation de la fréquence du changement d'équipe ne peuvent être utilisées que dans une très faible mesure. L'équipement de nouvelles usines soulève naturellement aussi cette question des cadres ouvriers, mais sous cet angle elle ne nous intéresse pas ici. Ce qui nous importe ici, c'est d'indiquer qu'étant donné l'impossibilité de faire davantage pression sur les cadres existants, l'absence d'une nouvelle couche d'ouvriers a fixé une limite à l'augmentation de la quantité dans cette direction.

Le troisième élément se trouve en dehors du champ de l'industrie elle-même, bien qu'il s'y rattache étroitement. Il s'agit du manque de matières premières agricoles pour l'industrie de transformation. Par suite du manque de matières premières la production de l'industrie légère a diminué de près de 30 % pour deux mois (mai et juin). Dans ces deux mois, le plan fut réalisé à un peu plus de 50 %. L'industrie de la fabrication des graisses a restreint sa production en avril de 15,5 %, en mai de 15,7 %, en juin même de 38,6 %. L'industrie des produits alimentaires a restreint sa production en avril de 15,5 %, en mai de 12,9 %, en juin de 23,7 %. Dans le domaine de la raffinerie de sucre, la situation est catastrophique ; dans cette industrie la production fut en fait arrêtée en juin. Au cours de l'année dernière les possibilités de production des raffineries ne furent utilisées qu'à 42,8 %. A eux seuls ces chiffres indiquent déjà qu'il ne s'agit pas de certaines irrégularités dans certaines branches, mais d'un déclin rapide de la production dans presque toute l'industrie légère et de la fermeture complète des usines dans certaines branches. Même si l'industrie n'y était directement pour rien, le fait en lui-même, avec lequel il faut nécessairement compter, n'en subsisterait pas moins. Mais il est évidemment faux de dire que l'industrie n'a rien à y voir. Nous sommes simplement en face du fait contre lequel nous n'avons pas cessé de mettre en garde : le ralentissement du développement de l'industrie est devenu la cause du ralentissement de l'agriculture.

Dans l'article que nous venons de citer les causes de la pénurie de matières premières agricoles sont considérées à juste titre comme les suivantes : 1° la fausse politique des prix ; 2° la mauvaise réglementation de l'approvisionnement des producteurs de matières premières agricoles en produits industriels ; 3° l'état arriéré de l'industrie des produits chimiques. Au cours de cette année, 25 % seulement de la demande ont été satisfaits ; 4° la pénurie intense

Qu'est-ce à dire ?
Une ? disant... que l'ouvrier
en travail... pas encore...
vite ?

des machines pour labourer les « cultures techniques », et l'absence presque complète de moissonneuses, raisons pour lesquelles les travaux d'ensemencement et le premier labour de la plupart des cultures techniques fut effectué par un travail manuel primitif.

Tels sont les résultats immédiats de l'état arriéré de l'industrie.

L'analyse des chiffres de quantité en liaison avec les éléments dont nous venons de parler nous autorise à tirer les conclusions suivantes : 1° *Les chiffres officiels relatifs à l'augmentation de la quantité constituent une fiction statistique, fondée sur l'ignorance de la qualité de la production* ; 2° Dans la mesure où l'augmentation quantitative existe réellement, elle se base dans une mesure décisive sur l'utilisation plus intense du nombre d'ouvriers et sur l'intensification augmentée du travail ; 3° Dans l'application de cette méthode d'augmentation de la production, qui porte en elle les conditions d'une rupture, et ne garantit nullement une augmentation ultérieure des chiffres de quantité, nous nous sommes visiblement heurtés à la limite au delà de laquelle l'application de cette méthode ne peut apporter à l'économie populaire que des résultats négatifs. Cette méthode est, dans l'ensemble, épuisée ; 4° Le problème de l'augmentation ultérieure des chiffres de quantité et celui du maintien des chiffres déjà obtenus, se concentre directement sur la question de la création d'une nouvelle base technique matérielle de l'industrie.

Cette dernière question est tranchée par le niveau de l'accumulation et de la reconstruction de capitaux, qui fera l'objet de la suite de notre étude.

L'ACCUMULATION ET SES SOURCES L'EDIFICATION DE BASE

Vers la fin de l'année dernière, quand la nécessité de l'industrialisation devint évidente, même pour des aveugles, le centrisme, enfin convaincu avec un immense retard de son importance, se jeta brusquement dans le sens des rythmes forcés, espérant combler les vides créés par la politique précédente par des coups rapides ; les plans élaborés, qui dépassaient de loin les indices du plan quinquennal, furent vraiment grandioses. La somme globale des investissements de capitaux dans la production devait atteindre cette année 3 milliards 423 millions de roubles, plus 117 millions provenant d'un prélèvement de 4 % sur l'édification de base des autres domaines, c'est-à-dire 3.540.000.000 de roubles, contre 1.600.000.000 de roubles de l'année dernière, et contre les prévisions du plan quinquennal qui étaient de 2.331.000.000. Ensuite ces chiffres ont été augmentés jusqu'à 3.583.000.000, et enfin, en vertu de la décision du V.S.N.K. du 12 avril 1930, cette somme a été poussée jusqu'à 3.923.000.000 de roubles. Où prendrait-on cette somme fabuleuse ? En ce qui concerne la somme initiale, 6/7 de cette somme, c'est-à-dire 2.980.000.000 devaient être couverts par les ressources propres de la production (amortissement 550.000.000 et bénéfices 2.430.000.000). Le reste devait être couvert par le prélèvement indiqué plus

haut de 4 % sur d'autres branches du secteur socialisé, et par le financement budgétaire et le crédit bancaire. Dans le plan industriel-financier, 221.000.000 sont restés en général sans contre-partie. Si de la somme globale d'investissement (selon les chiffres de contrôle) de 3.450.000.000, on déduit l'amortissement (550.000.000), qui ne représente pas d'investissements nouveaux, on obtient une somme globale d'investissements nouveaux de 2.990.000.000 de roubles, dont 2.430.000.000 devaient être couverts par les bénéfices de la production elle-même.

Pour comprendre ce que signifie une telle somme de bénéfices, il faut tenir compte de ce que les bénéfices de cette année devaient dépasser les bénéfices de l'année précédente de plus de 22 fois, et donner un bénéfice supplémentaire de 1.200 à 1.300 millions de roubles. La part de bénéfice dans le prix de la production devait augmenter de 11,6 % l'année dernière, à 21 % cette année. De quelle source devait provenir cette augmentation énorme, absolue et relative, des bénéfices ? Nullement de l'élargissement. Comme l'indiquent les chiffres de contrôle, l'augmentation qui devait se produire sur ce terrain est engloutie : 1° par l'augmentation du poids spécifique du groupe le moins rentable (groupe « A », industrie lourde), et 2° par l'augmentation de l'exportation industrielle qui est, dans beaucoup de cas, déficitaire. Selon ces mêmes chiffres de contrôle, le facteur essentiel d'une accumulation si élevée de bénéfices devrait être, d'après le plan, une réduction moyenne de 11 % du prix de revient dans toute l'industrie. (*Chiffres de contrôle*, p. 100).

Etant donné le volume de la production projeté, chaque pour cent de réduction du prix de revient devait correspondre à peu près à 130 millions de roubles. La réduction totale devait correspondre à la somme de 1.400 millions de roubles, c'est-à-dire à une somme qui dépasse l'augmentation des bénéfices envisagée. Une autre partie de cette réduction du prix de revient consiste en une augmentation prévue par le plan, du rendement par ouvrier, de 25 %, contre 15-16 % obtenus dans les années 1928-1929. La question de savoir quelle pourrait être l'origine de cette réduction du prix de revient et de cette augmentation du rendement, ainsi que la question de savoir ce qui a été obtenu en réalité, sera traitée plus loin.

Selon les données existantes, la réduction du prix de revient pour les 8 mois écoulés ne représente que 6,4 % (7,1 % du groupe « A », et 5,8 % du groupe « B »), contre 11,5 % prévus par le plan, c'est-à-dire un peu plus de 50 % (*Pour l'industrialisation*, 18-7-30). Le rendement par ouvrier a augmenté pour une période de 6 mois, par rapport aux premiers 6 mois de l'année écoulée, de 18 % (des données plus récentes n'existent pas). Les mesures absolues de la réalisation du plan selon ces indices et leur confrontation posent devant nous une série de questions : 1° dans quelle mesure ces résultats officiels peuvent être considérés comme réels ; 2° pourquoi le plan n'a-t-il pas été réalisé ; et 3° sur la base de quelles sources ces résultats ont-ils été obtenus ?

Il suffit de poser la première question pour y donner la réponse. Le calcul du changement du prix de revient n'a de sens que si l'on compare des produits de même qualité. Mais si la réduction du prix de revient est accompagnée de l'aviissement de la qualité, la résolution de la question de savoir si le prix de revient a baissé n'est possible que sur la base de la comparaison entre le prix de revient et le degré d'aviissement de la qualité. Si, par exemple, une paire de caoutchoucs se porte maintenant 11 mois au lieu de 12 dans l'année, nous avons alors une baisse de qualité de 1/12, ou de près de 8 %. Si le prix de revient baissait formellement aussi de 8 %, alors, on n'aurait en fait aucune réduction du prix de revient. Or, qui peut encore douter que le coefficient de l'aviissement de la qualité, si un tel coefficient peut être calculé, serait à peine moindre que le pourcentage équivalent à la réduction du prix de revient ? (1). Cela signifie que le chiffre de réduction du prix de revient est encore beaucoup plus fictif que le chiffre de l'augmentation des indices de quantité. N'y a-t-il donc eu aucune réduction de prix de revient ? Du point de vue de l'économie nationale, non. Ici, nous avons vu de plus grands paradoxes, ou plutôt vu de plus grandes absurdités découlant des méthodes centristes d'industrialisation : tous les facteurs qui agissent dans le sens de la réduction du prix de revient, et en premier lieu l'augmentation de l'intensité du travail sont « acquis », et pourtant, en dernier lieu, n'a entraîné aucune réduction du prix de revient du point de vue de l'économie nationale.

On peut bien aligner toutes sortes de chiffres, mais cela ne donne pas la quantité des valeurs réelles. Un rail est un rail, et si par exemple son prix de revient formel est réduit de quelques pour cent, cela ne signifie pas que l'économie a gagné d'autant. Le fait que l'aspect extérieur du rail est exactement le même que celui du rail d'avant-guerre ne trompera personne et ne changera rien au fait que notre rail d'aujourd'hui ne tiendra même pas cinq ans, tandis que le rail d'avant-guerre servait 40 ans. Or, cela ne se produit pas seulement pour les rails. Des corps de bâtiment d'usine entiers sont construits avec des matériaux de construction défectueux et sont équipés de machines faites d'un métal défectueux. Et ce qui paraît être aujourd'hui une réduction du prix de revient, deviendra demain (et devient déjà aujourd'hui) une perte énorme pour l'économie nationale. Tout cela ne peut pas ne pas faire penser qu'il y a quelque chose qui ne va pas dans les méthodes de réduction du prix de revient.

**

Dans les *Chiffres de Contrôle* on a donné une esquisse approximative pour montrer d'où provien-

(1) Dans son rapport au présidium du V.S.N.K.H., Kraval déclara ouvertement que « pendant les deux dernières années l'augmentation des déchets dépasse la réduction du prix de revient ». (*Vie Économique*, 22-5-30).

draient les réductions du prix de revient. L'article de Bouretzky (*Sur le front du Plan*, n° 9-10) nous fournit une indication sur la source de la réduction formelle du prix de revient. Le tableau qu'il fournit donne la réponse suivante à la question de ces sources (1) :

	Prévisions du Plan	Chiffres obtenus pour le 1 ^{er} trimestre
1° Au compte des méthodes techniques d'utilisation des matières premières	2,6	1,9
2° Au compte de la main-d'œuvre, travail industriel et salaires	3,7	1,6
3° Au compte de l'augmentation du volume de la production	3,2	2,3
4° Au compte des prix :		
a) des matières premières industrielles et matériaux	1,2	0,8
b) des matières premières agricoles	0,3	0,4
	11,0	7,0

Un simple coup d'œil sur ce tableau montre qu'il y a quelque chose de défectueux dans ce calcul. Admettons que dans les articles 1, 3 et 4, le calcul soit parfaitement juste, et examinons l'article 2. Il apparaît que tant au compte des salaires qu'au compte de l'augmentation du rendement, qui est le résultat, et de l'augmentation de l'intensité et de l'accroissement de la productivité du travail, dans le sens marxiste du mot, on n'a obtenu une réduction du prix de revient que dans la proportion de 1,6 %. En d'autres termes, on a obtenu un gain d'à peu près 200 millions de roubles. Mais nous savons qu'au cours du premier semestre, 3 % du plan des salaires nominaux n'ont pas été réalisés, ce qui donne déjà un « gain » d'à peu près également 200 millions de roubles. Certains auteurs indiquaient ouvertement ce gain comme l'unique résultat positif du premier semestre.

L'intensité du travail intervient dans la réduction du prix de revient pour un peu plus de 1 %. En d'autres termes, au compte de l'augmentation de l'intensité du travail on obtient un gain de 130 à 150 millions par an, et par conséquent, pour un semestre, la moitié (65 à 75 millions). Une série de questions surgit naturellement. Cela valait-il la peine de déclencher une campagne d'agitation aussi effrénée, de proclamer l'émulation et le « travail de choc » comme les bases essentielles de l'industrialisation, pour quelque 75 ou 150, ou même 200 millions, avec un budget de 13 milliards, et 4 milliards d'investissements dans la production ? Cela valait-il la peine, pour cette somme relativement insignifiante, de s'engager dans un conflit très aigu avec la classe ouvrière ? Et une autre question : est-il possible que toute cette chasse déchaînée contre la classe ou-

(1) De toute évidence, si l'on juge d'après les données générales pour les 3 trimestres, les choses n'ont pas changé dans le 3^e trimestre. — Ch. R.

rière, qu'on appelle la lutte pour le plan industriel-financier, toute cette monstrueuse pression sur la classe ouvrière, ces mesures draconiennes contre elle, aient donné des résultats aussi insignifiants ? La réponse à toutes ces questions sera différente suivant le point de vue auquel on se placera. Si on se place au point de vue de l'économie nationale, alors, comme nous l'avons vu plus haut, on n'a même pas ce résultat insignifiant.

Mais si on se place au point de vue de l'ouvrier, on voit qu'on a tiré beaucoup plus que cela n'apparaît d'après les chiffres officiels. C'est en cela que consiste cette ineptie purement économique à laquelle aboutit toute l'industrialisation centrisme. Comment tout cela se produit-il ? Malheureusement, il est impossible d'illustrer ce paradoxe par des chiffres. Mais l'exemple hypothétique suivant peut donner une vue générale des choses. Dans le chiffre global du prix de revient, on donne le solde prévu, c'est-à-dire la différence entre les facteurs d'accroissement (avilissement de la qualité, pertes provenant des jours de fermetures, etc.) et les facteurs de réduction. Imaginons que toutes les pertes provenant des facteurs indiqués de l'accroissement du prix de revient équivalent à 6 % par rapport à la valeur de toute la production. Admettons ensuite que, en fin de compte, le prix de revient a baissé également de 6 %. Cela signifie que les facteurs destinés à réduire le prix de revient doivent donner 12 %, c'est-à-dire : couvrir les 6 % de pertes et donner encore 6 % de réduction du prix de revient. Si l'on admet que pour le compte de tous les facteurs, à part la main-d'œuvre, on obtient, comme cela s'est produit durant le premier semestre, une réduction de 4,4 %, alors, en réalité, pour le compte de la main-d'œuvre, on a obtenu une réduction, non de 1,6 %, mais de 7,6 %. Je le répète, il s'agit d'un exemple hypothétique, mais il donne la possibilité d'expliquer la situation réelle des choses. Si cette explication est juste (en trouver une autre est impossible, d'autant plus qu'elle est justifiée par des faits), cela signifie qu'au compte de l'augmentation de l'intensité du travail, on obtient un gain considérable, mais que ce gain est couvert dans sa partie la plus importante, sinon entièrement, par les pertes dans d'autres domaines, en dehors de la main-d'œuvre.

Or, cela signifie que l'augmentation de l'intensification du travail est l'unique domaine où le plan a été réalisé et dépassé. Mais cette augmentation a été engloutie dans les autres branches et aucune diminution du prix de revient n'a été obtenue, ce qui éclaire crânement aussi bien la politique d'industrialisation du centrisme que sa politique ouvrière. Il est caractéristique que lorsque l'on tente réellement d'analyser à fond les causes de l'inexécution du plan de diminution du prix de revient, on explique justement le problème quant au fond ; mais dès qu'il s'agit de passer au domaine des « généralisations » et conclusions pratiques, il s'avère que seul l'ouvrier, qu'on stigmatise et qu'on couvre d'opprobre, est responsable.

En tout cas, si l'on fait une analyse concrète de l'inexécution du plan, on n'a pas le droit de rejeter la faute sur l'ouvrier, car c'est lui seul qui subit les

risques que fait courir le caractère technique primitif de l'augmentation de l'intensification du travail. Si, dans cette situation, il lui est impossible de veiller à la qualité, ce n'est pas du tout de sa faute : ou le niveau quantitatif, ou la qualité ; on ne peut physiquement réaliser l'une et l'autre. Mais dès qu'il s'agit de conclure, on démontre que le coupable est principalement l'ouvrier.

Dans l'Oural, on rassemble les femmes des ouvriers pour « faire honte » à leurs maris qui n'ont pas exécuté la norme prévue. Sous les cris de *barines* (seigneurs), on décore de balais et de pelles l'entrée de la mine en signe de mépris envers les « feignants », et même on les menace de représailles empruntées à *Lysistrata*. Pour remercier les ouvriers épuisés, les bureaucrates de l'appareil (*apparatchiki*) en arrivent à un persillage et une moquerie éhontés. Et dans les articles, on tire comme conclusion fondamentale d'ordre générale que « l'industrie doit, en accord avec les syndicats, passer activement à la révision des normes du travail ». (*Pour l'Industrialisation*, 28 avril).

Voilà où est le salut. Aussi, les syndicats répondent à l'appel. Le *Troud* imprime en caractères d'affiches ce mot d'ordre : « *L'une des bases les plus importantes de l'industrialisation est l'augmentation du travail* ». Les chiffres de contrôle promettent que « grâce au réarmement énergétique, à l'augmentation du capital de base et à l'accroissement de sa qualité avec un équipement nouveau plus approprié, l'augmentation du travail productif en 1929-30, ne sera basé que pour une part infime sur l'augmentation de l'intensification du travail ». (*Chiffres de Contrôle*, page 293)...

Quiconque affirmait que l'intensification du travail est la caractéristique fondamentale de la pression exigée, était traité de « trotskiste ». Mais dès qu'il s'agit de politique pratique, alors l'une des ressources de l'industrialisation est l'augmentation de la norme du travail. Il n'entre pas dans le plan de cette étude d'étudier le problème de la situation matérielle de la classe ouvrière (cela nécessite un article particulier), mais j'estime nécessaire d'indiquer à ce propos que l'une des méthodes de la pression exercée dans le sens de l'intensification du travail est la retenue et la diminution des salaires. Pour l'industrialisation propose ouvertement d'utiliser dans l'avenir, comme une arme de pression, la retenue sur les salaires. « Le plan du salaire nominal — écrit ce journal — sera exécuté entièrement, mais les circonstances qui font que nous avons encore quelques réserves dans ce domaine, nous donnent la possibilité de lier la réalisation de ces directives avec l'amélioration des index de la productivité du travail ». Jugeant la situation dans son ensemble, le centrisme se prépare à s'engager dans la même voie ; mais pour exécuter le plan annuel de diminution du prix de revient, le quatrième trimestre doit donner une diminution non plus de 11 %, mais de 20 % avec les intérêts. Mais cette voie se trouve exclue. Comme je me suis appliqué à le démontrer, l'intensité du travail a atteint, pour le niveau technique actuel, sa limite physique extrême. La meilleure démonstration en est dans la

qualité de la production. Si étrange que cela puisse paraître, l'affaiblissement de la discipline du travail et l'augmentation nécessaire et urgente du nombre des ouvriers au-delà des prévisions du plan, témoignent également du même fait. Dans les explications officielles, tous les problèmes sont posés la tête en bas : *ce n'est pas parce que le plan de la diminution du prix de revient n'est pas exécuté que les déficits augmentent, que la discipline du travail se relâche, que le nombre des ouvriers s'est accru au-delà du plan, mais, au contraire, c'est parce que les déficits augmentent, parce que la discipline du travail s'affaiblit, que l'on a été contraint d'augmenter le nombre des travailleurs et que l'ouvrier n'est pas en état de supporter physiquement la charge qui est au-dessus de ses forces.*

Ainsi, nous arrivons aux conclusions suivantes en ce qui concerne les résultats de l'exécution du plan de diminution du prix de revient et de ses sources :

1° *L'augmentation de l'intensité du travail a dépassé toutes les prévisions du plan et a atteint les limites physiques ;*

2° *Cette augmentation de l'intensité du travail a été la source principale de toutes les compensations des pertes, et la base principale de l'augmentation de la productivité du travail ;*

3° *Il n'y eut, malgré cette croissance énorme de l'intensification du travail, aucun abaissement du prix de revient. Les chiffres officiels de l'abaissement du prix de revient ne sont qu'une pure fiction ;*

4° *En relation avec ces causes, la rupture de fait du plan financier est plus grande que ne le montrent les chiffres officiels ;*

5° *Pour ces mêmes raisons, toute tentative de trouver sur cette même voie des ressources pour l'industrialisation est d'avance vouée à l'échec. Si l'on met même de côté les conséquences politiques de l'accroissement de la pression sur la classe ouvrière, cette pression ne peut avoir que des conséquences nuisibles du seul point de vue économique.*

*
**

Toutes les situations énumérées ci-dessus, qui concernent l'industrie elle-même, ainsi que toute une série d'autres situations que l'on trouve à la périphérie de l'industrie ne pouvaient pas ne pas avoir de répercussion sur la marche des travaux d'édification de base.

Avant tout, le niveau du prix de revient crée (même si nous acceptons les chiffres formels de son abaissement comme exacts) une rupture dans le plan financier. Si l'on estime que chaque pourcentage d'abaissement devait donner près de 150 millions de roubles, l'inexécution de 5 % du plan d'abaissement équivalait à un déficit de l'ordre de 690 millions pour l'année. En tout cas, nous avons déjà, pour les huit mois dont nous possédons les données, un déficit réel de l'ordre de 440 millions. Si l'on compte que le plan général d'accroissement de la production ne sera pas réalisé dans une certaine proportion, alors la somme totale pour l'année s'élève en gros à 700 millions de roubles (à la con-

dition, évidemment, que le prix de revient reste au niveau atteint). Mais ce déficit n'est pas le seul. Comme on l'a déjà indiqué, 117 millions de roubles devaient être acquis par un transfert de 4 % des travaux de base au profit d'autres branches. Mais, comme la situation des autres branches n'est pas meilleure, il est fort douteux que l'industrie en reçoive quelque chose. En outre, comme nous l'avons déjà aussi indiqué, il y a dans le plan financier de l'industrie 221 millions de roubles qui ne sont pas balancés. Enfin, on ignore d'où doivent surgir les 340 millions que le Conseil des Commissaires du peuple a assignés complémentirement par son décret du 2 mai.

Il est difficile de supposer que l'on puisse trouver des ressources pour couvrir l'une quelconque de ces sommes. Cependant même si l'on suppose qu'on réussisse à obtenir les 4 % de défalcation (117 millions), ce qui permettrait de couvrir la somme non balancée (221 millions), et même si l'on suppose qu'on puisse parvenir à un notable abaissement du prix de revient, il n'en reste pas moins dans ce cas un déficit de l'ordre de 800-900 millions. Où peut-on les trouver ? Au sein de l'industrie, ils peuvent être couverts, soit au compte de l'inexécution du plan du salaire nominal, soit au compte d'un renforcement de la mobilisation des ressources internes de l'industrie. En ce qui concerne la première de ces ressources, certaines tentatives sont faites sans aucun doute pour l'utiliser : en huit mois, le salaire nominal a augmenté de 5,4 % par rapport à la moyenne mensuelle de l'année dernière, et de 8,1 % par rapport aux huit mois correspondants de l'année dernière, au lieu des 9 % prévus par le plan ; or, chaque pourcentage d'inexécution donne, pour le prolétariat des villes seulement, une somme de l'ordre de 50 à 60 millions de roubles. Mais les ressources que l'on pourrait trouver de cette façon se trouveront englouties par une augmentation du nombre d'ouvriers employés dépassant les prévisions du plan.

Les prévisions de mobilisation des ressources internes de l'industrie que l'on pensait d'abord se monter à 600 millions à peu près, se trouvent même dépassées. On pourrait trouver là, semble-t-il, de quoi combler le fossé. Mais il apparaît que là non plus tout n'est pas pour le mieux. En réalité, cette mobilisation des ressources internes, de même que la diminution très appréciable du capital circulant de l'industrie et des trusts, entraînent un manque de capital circulant. L'industrie y porte remède en dirigeant les sommes qui lui sont attribuées pour l'édification de base, vers le capital circulant. En s'appuyant sur l'analyse des données d'un semestre, I. Miropchnikov (*Pravda*, 28 mai) arrive à conclure que, durant ce semestre, l'industrie s'est occupée « à ne pas utiliser les sommes qui lui étaient assignées selon leur destination, en les orientant vers le capital circulant de l'entreprise, au lieu de les faire servir à l'édification de base. » En tout cas, même si cette source peut fournir quelque chose, ce n'est nullement dans des proportions suffisantes pour combler le déficit considérable. Je m'arrêterai spécialement, en temps utile (voir le chapitre « Les

finances et la circulation monétaire», sur l'état de notre économie financière. Je me bornerai ici à indiquer qu'en huit mois le budget a déjà fourni à l'industrie 70,8 % des ressources qui lui sont assignées, alors que la réalisation du plan des constructions de base n'est que de 36 % des prévisions. Comme nous le verrons, c'est l'existence de ce déficit (et toute une série d'autres) qui pousse les centristes à se servir de la planche à billets dans d'assez grandes proportions.

Il semble que, dans la situation présente, il n'y ait aucune difficulté financière dans l'édification de base, et que, d'une façon générale, tout va pour le mieux du côté des finances. Par nature, la situation ne peut être autre *chez nous*. Dans un pays capitaliste par excellence, il en est autrement: dans ce cas, un capitaliste ou un groupe de capitalistes, peuvent disposer de ressources matérielles, tandis qu'un autre groupe qui en manque ne peut en acquérir, par manque d'argent. C'est pourquoi le manque de valeurs réelles apparaît sous la forme de difficultés financières. Chez nous, au contraire, où le propriétaire de toutes les ressources matérielles se trouve être l'Etat, et où il en est l'unique répartiteur, l'absence de moyens réels surgit immédiatement comme telle, et n'apparaît pas sous forme de difficultés financières. C'est pourquoi ce qui, dans le plan financier, apparaît comme un déséquilibre financier, n'est en réalité rien d'autre que l'expression de l'insuffisance en ressources réelles, en valeurs réelles, en valeurs matérielles.

**

Les données générales de la réalisation, en huit mois, des travaux d'édification de base offrent le tableau suivant. L'évaluation de la réalisation du plan est de 36 % (1). De plus, les disproportions qui caractérisent les réalisations de l'année dernière surpasse plus brutalement encore cette année. *Pour une réalisation de 47,2 % du plan du groupe «B», on a seulement une réalisation de 34,3 % du groupe «A».* D'un autre côté, le plan général des constructions nouvelles n'est réalisé en tout que pour 34,4 % et celui de l'industrie lourde pour 27 %.

Mais il faut encore déduire de ces chiffres ce qui est nécessaire pour combler les lacunes de l'année dernière, et ensuite, ce qui est plus important, il ne faut absolument pas perdre de vue que cette année, plus encore que l'année dernière, l'évaluation du plan ne nous apprend rien sur sa réalisation matérielle. Les chiffres de la réalisation du plan ne disent absolument rien sur ce qui a été fait (2).

(1) Je ne m'attarde pas en détail sur le caractère factice de la chose, car le camarade Trotsky y a consacré un article auquel je renvoie le lecteur. Ch. Rakovsky.

(2) Ayant déjà écrit cela, j'ai lu dans l'éditorial de *Pour l'Industrialisation*: «Tous ces chiffres ne traduisent que l'exécution du plan des dépenses, et non, au fond, de celui des constructions. Dans les conditions où se poursuit actuellement l'édification... la réalisation du plan des constructions et du plan des dépenses est loin d'être identique». Ch. Rakovsky.

On ne peut exactement estimer l'ampleur de ce déficit à l'aide des données actuelles. Nous possédons pour toute une série de constructions la preuve d'un gaspillage énorme des ressources en travaux inutiles, du prix colossal des constructions, qui dépasse de beaucoup les indications du plan, au moment même où l'on projetait, dans le plan, une réduction générale du prix de revient de 14 %, et pour les constructions nouvelles de 18 %.

Nous ne possédons de chiffres que pour le prix d'un des éléments les plus importants de la construction: les matériaux de construction. D'après le plan, le prix de revient devait en être abaissé de 13 %. En fait, il l'est de 3,9 %. Ainsi nous avons, pour cet important élément de la construction, un enchérissement de 10 %, par rapport au plan, si l'on ne prend pas en considération la qualité de la production. Mais si l'on tient compte encore de celle-ci, alors le pourcentage de l'enchérissement sera bien plus élevé (1).

On peut se faire une idée un peu générale de l'enchérissement des constructions en se basant sur le fait que le Collège Supérieur de l'Economie sociale évalue pour huit mois la réalisation du plan au quart de tous les travaux d'édification de base (*Pour l'Industrialisation*, 20 juillet). Si cette estimation est exacte, cela signifie que non seulement il n'y eut aucune diminution du prix de revient, mais bien au contraire une augmentation: l'écart entre son évaluation et sa réalisation matérielle dépasse 25 %. Si ce rapport est exact, et si l'on tient compte que la plus forte augmentation du prix de revient a lieu dans les constructions nouvelles, cela signifie que le plan des nouvelles constructions n'est matériellement réalisé que dans la proportion de 20 % au maximum en huit mois, et dans une proportion moindre encore en ce qui concerne l'industrie lourde.

En quoi consiste la cause réelle de la non exécution de fait du plan des travaux d'édification de base? Ces causes sont au fond les suivantes:

1° Une disette aiguë de matériaux de construc-

(1) Pour l'Industrialisation du 26 juillet nous informe de ce qui suit, au sujet du changement du prix de revient des matériaux de construction: «Les matériaux de construction coûtent, cette année, moins cher, mais... les chantiers ne furent pas convenablement fournis par les transports, et les sommes qu'on paya en surplus pour faire venir les matériaux, ont englouti en entier cette diminution». En ce qui concerne la diminution des prix de revient en général, le même article indique que «les directives du gouvernement pour abaisser le prix de revient de 18 % ne sont pas exécutées». L'éditorial de *Pour l'Industrialisation* du 27 juillet déclare qu'on «est non seulement incertain au sujet de l'abaissement projeté du prix de revient des constructions, mais encore de la stabilisation». C'est ce que, selon l'opinion de l'éditorial, «indiquent avant tout, sur la situation, les données sur la réalisation, dans le trimestre, du plan des constructions de base». Ch. Rakovsky.

tion; le programme de leur production n'est pas réalisé: le pourcentage réalisé en moyenne pour toute l'industrie des matériaux de construction est de 45 %, en sept mois. L'année dernière, l'évaluation de l'inexécution du plan des constructions était de 15 à 20 %, mais sa réalisation matérielle n'était pas moins de 25 %. Cette année, la réalisation du plan des constructions de base s'évalue à 33,5 %, pour sept mois, mais si l'on se base sur le rapport indiqué précédemment, sa réalisation matérielle est de moins de 25 %.

Parallèlement, on constate ici aussi avilissement profond de la qualité, ce qui, à son tour, ne peut pas ne pas se répercuter sur les rapports entre la qualité et le coût de la construction.

La situation n'est pas plus brillante en ce qui concerne l'approvisionnement en produits métalliques (rails, clous, poutres, etc.).

D'après les remarques de *Pour l'Industrialisation* du 17 juillet, les constructions de base de la R.S.F. S.R. ne sont satisfaites que pour 50 % en matériaux de construction. En Ukraine, comme sans doute dans toute l'Union, le pourcentage des demandes satisfaites en matériaux de construction est encore moindre.

2° *Un déséquilibre total de la mécanisation de la construction.* « La mécanisation des travaux de construction pour l'année courante est déséquilibrée; aucune mesure n'est susceptible de changer fondamentalement cette situation. Des machines étaient exigées dans l'ensemble pour 45 millions de roubles; on en répartira dans la construction peut-être pour 4 millions de roubles au 1^{er} juillet. Près de 60 % des commandes ne sont pas réparties. (*Pour l'Industrialisation*) ». Il s'entend que le problème de l'approvisionnement de la construction des matériaux s'appuie, selon le plan, sur le travail de la métallurgie et de la construction des machines.

3° *Le défaut de matériel d'équipement*, qu'on ne peut pas espérer importer, étant donné la situation de notre exportation. Commandé trop tôt, le matériel d'équipement importé retarde parce que l'exécution des commandes et leur répartition ne se font pas en temps voulu. Quant à la fabrication des machines dans le pays, elle n'est pas en état d'approvisionner en matériel d'équipement, et, ces derniers temps, elle se refuse simplement à prendre les commandes; sans compter que les commandes acceptées sont exécutées avec un grand retard. La quantité de ce matériel est d'un niveau très inférieur. On ne possède pas de données correspondantes, mais ici aussi le déficit se chiffre dans les 10 %. La question ne se transporte même pas au problème du matériel, car le déficit se creuse déjà bien avant pour les matériaux de construction.

4° *L'absence du plan général des constructions.* Il s'exprime en premier lieu par le fait qu'on construit souvent ce qu'il ne faut pas. Le fait le plus saillant est le récent règlement édicté par le C.C.C. du R.R.I. au sujet de l'affaiblissement des constructions dans l'industrie cotonnière. On s'est aperçu que les constructions nouvelles s'exécutent « avec une

quantité fort réduite de matières premières et par une utilisation technique de 50 à 60 % seulement de leur propre matériel. (*Pour l'Industrialisation*, 25 juin) ». Par suite, l'industrie cotonnière dépensa « sans aucune nécessité » 150 millions selon une première version, et 60 millions selon une seconde. Quel chiffre totaliserait-on si l'on enquêtait de la même façon dans toute l'industrie ?

Deuxièmement, l'absence de plan entraîne de grandes pertes par suite de la rupture entre les branches particulières de la construction. Dans certains cas des « boîtes » s'éternisent faute de matériel; ailleurs ce sont des équipements qui ne peuvent être utilisés soit faute de « boîtes », soit par manque de pièces accessoires. Le défaut de plan apparaît, pour les constructions séparées, sous la forme de constructions sans plan. Une grande partie des constructions commence sans devis et même sans projet général. A l'arrivée du projet on est contraint de réparer et parfois de recommencer depuis le commencement. On imagine facilement les pertes qui découlent de cet état de choses. Le problème de la planification en général, et de l'élaboration de projets, en particulier, se ramène au problème des cadres de spécialistes.

5° *Le manque de forces ouvrières en général et de forces qualifiées en particulier.*

6° Enfin, la situation générale du pays, le déséquilibre de toutes les proportions de l'économie nationale se répercutent sur toutes ces branches ainsi que sur d'autres branches de la marche de la construction. La situation tendue de l'approvisionnement, les conditions de vie et la situation matérielle des ouvriers qui empirent, influent directement sur les constructions de base dans leur approvisionnement en force ouvrière, et indirectement par la situation aggravée des branches dont elles dépendent. La mauvaise situation des chemins de fer entrave les transports nécessaires aux constructions. Dès qu'on tente de porter une aide aux transports et de concentrer, comme on fit il y a peu de temps, tous les efforts des usines métallurgiques sur la construction de rails, cela se répercute immédiatement sur les constructions sous forme de manque de poutrelles, etc. Parfois, les constructions s'arrêtent pour des futilités ridicules, telles que le manque de fourrage, car les cochers, n'ayant pas de quoi nourrir leurs chevaux, se dispersent.

En un mot, une défectuosité quelconque — grande ou petite — dans une branche particulière de l'économie se répercute d'une façon décuplée sur les constructions. Le caractère de ces défectuosités est tel qu'on ne peut songer à les écarter rapidement dans le proche avenir. Il n'y a pas, dans le pays, et il n'y aura pas, dans un avenir proche, les ressources réelles indispensables pour écarter ces difficultés. Et là moins qu'ailleurs il n'est possible de les faire surgir par une utilisation des forces ouvrières qui tient du brigandage. Le plan des constructions de base sera, dans une assez large mesure, rompu. Ainsi nous sommes ramenés au problème posé dès le début de l'examen des indices quantitatifs : l'unique base normale sur laquelle peut

s'effectuer un accroissement ultérieur des indices quantitatifs ne sera pas créée dans le proche avenir. Et cela décide du sort ultérieur des indices quantitatifs.

QUELQUES RESULTATS DE L'INDUSTRIALISATION

Ni l'accroissement des indices de la production élaborés par le plan, ni le plan élaboré des constructions de base *ne furent préparés par toute la politique antérieure*. Toute la politique passée équivalait en réalité à une utilisation élargie de l'ancien capital de base qui fut véritablement, dans une série de branches, livré au pillage sans le moindre souci du lendemain. Toute la politique dans le domaine de la répartition du revenu national et, en particulier, la politique des prix trouvait son aboutissement dans le fait que le peu de bénéfice que rapportait l'industrie se trouvait dissipé, sans parler du manque d'afflux de ressources extérieures. On ne commença à se soucier du lendemain que lorsqu'on y fut contraint par aujourd'hui. Tout ceci est tellement connu qu'il est superflu d'en parler. Je me bornerai à en donner des exemples puisés dans des régions sur lesquelles s'appuie toute l'industrie.

Caractérisant la situation dans la région de Krivo-roysk, qui alimente notre métallurgie en minerais de fer dans la proportion de 72 %, S. Doubinker écrit : « Il semblait, jusqu'au moment où la production n'était pas intensive et où l'on pouvait utiliser ce qui existait avant-guerre, que tout allait pour le mieux dans la région de Krivo-roysk. Mais le rythme d'exploitation a changé... Les réserves commencèrent à s'épuiser et la question de pousser les travaux de base se posa. » (Pour l'industrialisation, 27-5.) Il n'y a rien à ajouter à cela : on ne posa le problème des constructions de base de l'industrie du fer que lorsqu'on tira à la fin des réserves accumulées avant-guerre. La situation était analogue dans l'industrie minière. Là aussi il s'agissait « de planifier sur la base du vieux bassin du Donetz » et de limiter les travaux à l'utilisation « du pauvre état d'épuisement et de fatigue du vieux Donbass ». (Pour l'industrialisation, 9-5.) On ne se préoccupa du percement de nouveaux puits que lorsqu'on fut mis brutalement en face de l'épuisement complet du vieux Donbass. « Nous retardons honteusement — écrit Chvetovsky (Sur le front du Plan, n° 9-10) — dans la préparation des réserves productives de l'industrie minière. » En réalité, la production du charbon, dans toute l'Union, atteint en 1929-30 près du double du niveau d'avant-guerre, mais ce résultat est acquis pour 90 % sur la base des vieilles mines.

Ce n'est qu'à la lumière de tels faits qu'on peut comprendre de quel droit on se permet d'imputer aux ouvriers l'inexécution du plan d'accroissement de la production, ou de celui de la diminution du prix de revient. La situation était identique dans les autres branches où l'on se contenta, dans le meilleur des cas, d'une réparation rapide du capital de base. Le centrisme espérait bondir d'un seul coup, en sautant les degrés de cet héritage, aux rythmes

super-américains, grâce à une pression exercée sur la classe ouvrière en l'enchaînant à « l'émulation socialiste » et aux brigades de choc, alors que la situation matérielle empirait progressivement. Plus les ruines s'accumulaient dans d'autres branches, plus on se déplaçait vers la ligne de moindre résistance, c'est-à-dire vers la pression exercée sur la classe ouvrière. Il n'est pas étonnant qu'à la suite des grandes « réalisations » atteintes sur cette voie les réserves se trouvèrent rapidement épuisées, même si l'on se borne à un simple calcul économique. L'utilisation de cette réserve a atteint de telles limites que son application, épuisant l'ouvrier, n'apporte déjà rien à l'économie, ou même lui est nuisible : l'expression concrète de ce fait apparaît dans la différence existant entre la quantité et la qualité.

La politique des deux dernières années a atteint par l'autre bout le même résultat que faisait prévoir la politique des années antérieures. Elargissant toutes les disproportions, approfondissant toutes les fissures, elle a exigé une quantité incroyable de ressources, telles que le pays n'en possède pas. Durant un certain temps, ce processus se caractérisait par une hausse des indices quantitatifs, aux prix d'un épuisement de la classe ouvrière. Lorsque cette réserve s'épuisa, il apparut alors clairement qu'il s'agissait d'un manque de ressources réelles. Cet état de fait décida de la marche des constructions de base. Et que signifie cette situation pour l'avenir de l'industrialisation ? La non-exécution des travaux d'édification de base ne signifie pas seulement la non-exécution du plan dans une des branches de l'économie nationale. Elle signifie la faillite des tentatives, dans la situation présente, d'asseoir dans un avenir prochain l'économie nationale sur une nouvelle base industrielle, en édifiant celle-ci sur une nouvelle base technique. Je n'ai pas besoin d'indiquer que la faillite des constructions de base dans une des branches se répercute directement sur les autres branches, et que cela signifie l'effondrement des indices quantitatifs qui, à leur tour, influent sur la marche ultérieure des travaux de base, etc.

Tout cela est indiscutable. Mais il est nécessaire de souligner l'un des moments de ce processus, qui aura une signification décisive dans un avenir prochain. La non-exécution, ne serait-ce que de 2 à 3 %, d'une construction quelconque, signifie que toute cette construction ne peut pas encore être incorporée à la constitution organique du capital en activité. Jusqu'au moment où l'on termine la construction, toutes les ressources qu'on dépense pour elle continuent à être un capital mort. D'où le rôle important joué par les rythmes. Plus la construction nécessite de matériel, plus son retard acquiert d'importance. Si, par exemple, le plan des constructions n'est exécuté que dans la proportion de 70 %, cela ne signifie nullement que les nouvelles constructions, agrégats, etc., seront réalisés dans les mêmes proportions par rapport au plan. Ce projet peut n'être que de 10 à 20 %. Dans ces conditions, seuls quelques pourcentages décident de la réalisation du plan. Mais lorsqu'il s'agit de dizaines de %, alors tout se répercute avec une force décuplée.

Si l'on considère la situation de fait, on peut sans aucun doute non seulement déduire l'inévitabilité de l'échec, pratiquement déjà commencé, de toute l'industrialisation centraliste, mais aussi déterminer la brèche qui fera surgir la crise. Cette brèche sera le déséquilibre entre la mise au rancart du vieux capital de base et l'impossibilité d'y substituer à temps voulu un nouveau capital de base. Il se pourra que la somme totale du capital de base conservé et des ressources investies dans l'édification dépasse la somme du capital de base avec lequel fut commencée la réalisation du plan quinquennal, mais l'industrie n'en supportera pas moins une crise aiguë du capital de base, tandis que les ressources investies dans des constructions interrompues seront immobilisées. Il se peut que les premiers symptômes de la crise prennent la forme d'une brusque chute des indices quantitatifs, qui se prépare de divers côtés : d'un côté par l'impossibilité d'augmenter prochainement l'intensité du travail (elle diminuera plutôt, car le niveau atteint ne peut pas être maintenu, physiquement, durant un laps de temps très long), et d'un autre côté par la rupture du plan de travaux de base et, enfin, l'insuffisance de matières premières nécessaires à l'économie, qui constitue déjà un aspect critique du fonctionnement de notre industrie. Les avertissements espacés de la situation de notre approvisionnement qui empire agissent dans le même sens. Parallèlement à la rupture des indices de quantité, il est fort possible que survise un peu plus tard, dans toute son acuité, la crise du capital de base par suite de l'échec des constructions de base. La crise de l'industrie est inévitable, en fait l'industrie y est déjà entrée. Et plus longtemps persistera la politique actuelle, plus brusque et aigu sera cet éclatement, et plus le recul sera accentué. La tentative de passer outre tout l'héritage de la politique antérieure, en transférant tout le poids de l'industrialisation sur le dos de la classe ouvrière, tirent à leur fin. La façon dont les centralistes entreprirent, avec un retard énorme, l'industrialisation, ne pouvait que la vouer à l'échec. La faillite de l'industrialisation centraliste signifiera en même temps le discredit énorme de l'industrialisation aux yeux de la classe ouvrière dans la mesure où elle l'assimile, grâce à la politique actuelle, à une pression exercée sur elle qui tient du brigandage, et à une brusque aggravation de ses conditions de vie.

I. L'Électrification

« La base de l'énergie électrique dans le développement de l'industrie et de l'économie nationale est des plus étroites », disent les thèses de Kouibychév au XVI^e congrès. « La disette de l'énergie électrique approuvée », traduit en une langue concrète Konkel-Kraïevsky dans un article ainsi intitulé. (Pour l'industrialisation, 6-6.) « Il suffit — dit-il — de parcourir les numéros des deux derniers mois de Pour se soucier guère du lendemain, lorsqu'il remarque mélancolement : « Comme les résultats de l'édification électrique n'apparaîtront que dans quelques années, alors on y pensa fort peu et on ne prêtait aucune attention aux protestations du Centre Elec-

lout le nombre augmente parce que nous continuons à travailler avec du « matériel qui a fait son temps », amène l'arrêt du courant. Si même les nouvelles constructions industrielles n'avaient pas pas été artéfactes, les nouvelles usines n'auraient pu être incorporées dans la production faute d'énergie électrique. Il est facile de se convaincre, par l'exemple de l'édification électrique, qu'il est impossible de juger la situation réelle sur la base des données fournies de l'exécution du plan. Le plan des travaux de base de l'édification étatique a été réalisé dans la proportion de 37 %, c'est-à-dire un peu plus que la moyenne générale de l'industrie. Mais le programme est déjà interrompu et les trois quarts de toutes les constructions sont déjà arrêtés (id.). Comment cela est-il arrivé ? Toujours pour la même raison, à cause du manque de ressources matérielles et du défaut d'équipement des matériaux de construction. « Le manque de matériaux de construction — dit Konkel-Kraïevsky — n'est pas la cause déterminante de la rupture, car de toutes façons on aurait été contraint de fermer la plus grande partie des constructions interrompues, par suite du manque de matériel d'équipement. » La plus grande partie des commandes d'équipement d'importation a été annulée, et une partie en a été répartie dans nos usines dans des délais dépassant ceux du plan d'au moins 4 à 18 mois. De même une grande partie des commandes n'ayant pu être répartie à l'intérieur devient de nouveau une perspective de commandes pour l'étranger. Le sort de l'année prochaine est déjà décidé cette année à la fin de laquelle apparaîtra un déficit d'un demi-million de kilowatts. La part de Moscou et de Léningrad dans ce déficit est de 30 à 33 %, mais à la seule condition qu'aucune des stations ait une trop grande consommation de courant, ce qui, d'un autre côté, déséquilibrerait les sources d'énergie. On pourra sauver encore la situation en 1932, en s'en prenant aux constructions nouvelles de 1930-31, mais seulement grâce à une augmentation hardie et appréciable de nouvelles constructions durant l'année prochaine, contrairement aux chiffres de contrôle du plan.

La situation de l'électrification met encore en évidence une des nombreuses disproportions qui existent — la rupture entre l'industrie et sa base électrique, ce qui limite encore le développement de l'industrie.

On a pris aux constructions électriques, aux transports et ailleurs des ressources liquides qu'on jeta dans l'industrie. Les sommes assignées à l'édification électrique n'ont été que de 14,1 % de l'ensemble des investissements industriels, contre 32,7 % en 1925-26. Mais comme le déplacement des ressources n'a pas augmenté leur volume général, cela ne fit que créer des disproportions complémentaires. Konkel-Kraïevsky caractérise fort bien la politique centraliste qui s'accroche à l'effet immédiat et ne se soucie guère du lendemain, lorsqu'il remarque mélancolement : « Comme les résultats de l'édification électrique n'apparaîtront que dans quelques années, alors on y pensa fort peu et on ne prêtait aucune attention aux protestations du Centre Elec-

trique. » Il ne voit pas du tout le fond des choses. Il ne voit « qu'une attitude déconcertante par sa légèreté dans cette question de la part des dirigeants de notre industrie », alors qu'il s'agit simplement du manque de ressources réelles.

II. Les Transports

La situation est, ici, catastrophique au sens propre du mot. On en parle, et l'état catastrophique des chemins de fer ne fait qu'empirer. Cependant, là aussi il y a un accroissement des indices quantitatifs. Mais ils ne se basent, d'une manière flagrante, que sur le capital ancien sans qu'il y ait la moindre tentative de renouvellement. En 1928-29, nos chemins de fer occupaient déjà la première place dans le monde pour l'utilisation intensive du matériel roulant. Mais cela ne pouvait et ne peut se produire qu'au prix d'un épuisement colossal. Les années précédentes, les transports ne furent pas aussi délaissés que les autres branches de l'économie. Après, lorsque la nécessité du développement de l'industrie « apparut », on tenta de sacrifier les transports. Ce n'est pas cela qui sauva la situation, mais ainsi surgit une *disproportion de plus dans l'économie sociale*. Les transports devinrent déjà le point le plus sensible, aussi bien pour l'industrie que pour l'économie rurale.

Un aperçu général du travail tendu effectué par les transports ainsi que des ressources dont ils disposent pour le réaliser, est fourni par les comparaisons ci-dessous :

Par rapport à l'année 1913, on a en 1928-29 :

Un accroissement du tonnage des marchandises en circulation de 62,5 %.

La longueur du réseau ferré exploité s'est accrue de 21 %.

Le nombre des wagons n'a augmenté que de 4,5 %.

Pour l'année courante, la rupture s'est accentuée plus encore, parallèlement à l'accroissement de l'usure des voies et du matériel roulant. Ce que signifie cette rupture dans son expression matérielle et combien il est vain d'espérer une amélioration quelconque dans un avenir prochain, c'est ce que fait apparaître le fait suivant : le plan quinquennal prévoit la nécessité, étant donné le tonnage des marchandises en circulation en automne, d'une mise de fonds de 7 milliards de roubles (le réseau existant y va pour 4 milliards et demi et les constructions nouvelles pour 2 milliards 200 millions de roubles). La question deviendra plus claire encore si l'on indique que concrètement cela signifie : 30 nouvelles locomotives ; 24.000 km. de rails nouveaux ; 17.000 km. de voies nouvelles ; 95 millions de traverses ; 59.000 km. de lignes dispersées, par l'introduction de locomotives dans différentes régions.

Les transports ne reçoivent rien de tout cela, et comme le déclara Roudzoutak à la conférence du Parti en Ukraine, « ils ne l'auront pas de sitôt ». Bien plus, ce que les transports reçoivent ne permet pas de réparer l'usure courante. Le nombre des grosses locomotives varie de 11,2 % à 23,9 %, selon les différentes voies. (Décret du Commissaire des

voies et communications, *Pravda* du 13-7.) Plus de 10.000 km. de rails ont dépassé leur temps de service. Sur les voies du Sud, 37 % des rails sont usés et ne peuvent répondre des convois qui y passent. Il y a des rails qui ont une usure de 10 à 20 mètres. Les rivets et les traverses ne valent rien et doivent être remplacés. Une série de ponts se trouvent dans un état tel que non seulement ils ne peuvent pas permettre le passage de lourds camions, mais ils menacent d'interrompre la circulation en général. Les entrepôts sont complètement abandonnés. De l'immense quantité de fournitures nécessaires aux transports, ils ne reçoivent rien. Avec bien du mal et plus d'un combat on arrivera peut-être à recevoir « quelque chose ». L'état des livraisons effectuées par l'industrie forestière se compose ainsi, selon le Commissariat de l'Economie Nationale, pour la première moitié de l'année : les traverses, 10 % au lieu de 20 % ; les poutres, 12 % ou lieu de 20 % ; matériel roulant, 13 % au lieu de 40 % ; matériel pour ponts, 9 % au lieu 20 %. (*Vie Economique*, 10-7.)

Pour une demande pressante de 460.000 tonnes de rails, on ne réussit à recevoir que 420.000 tonnes ; mais même cette commande n'est pas exécutée et pour la première moitié de l'année, les transports n'ont reçu qu'une livraison de 115.000 tonnes en tout. Il est paru un décret spécial du Commissariat de la Défense du Travail enjoignant aux usines appropriées de commencer à satisfaire les commandes, mais cela s'est immédiatement traduit par l'interruption de la fourniture des poutres et poutrelles en fer indispensables aux constructions industrielles. On s'est vu contraint d'interrompre la pose d'une double voie dans une série d'endroits (en particulier en Sibérie où c'est d'une grande importance). On se vit forcé d'interrompre 500 km. de pose de rails de nouvelles voies et de remettre à plus tard le remplacement des rails sur les voies anciennes. Mais même lorsque les transports reçoivent des rails, leur acier n'est qu'une véritable poussière ; alors qu'avant-guerre les rails servaient 30 à 40 ans, celles qui sont produites actuellement ne résistent pas 5 ans. (*Vie Economique*, 21-6.) Malgré cela, on a un besoin accru des transports, ce qui fait augmenter le fret ainsi que la rapidité de l'usure.

Il n'est pas étonnant que dans de telles conditions les transports donnent de plus en plus des contre-coups dans le travail. C'est rapidement qu'augmente le nombre des « événements », comme on dit, et dans leur nombre de « sérieux accidents, s'accompagnant d'une détérioration de matériel roulant et parfois de victimes humaines ». (*Vie Economique*, 8-7.) Rien que les cas d'accidents de locomotives en pleine marche s'élevèrent à plus de 8.000 en juin et pour la première quinzaine de juillet à plus de 5.000, contre 1.920 cas durant toute l'année dernière. Les transports sont-ils en état de fournir tout le travail qu'on leur demande ? Il est peu probable que quelqu'un y pense sérieusement. Il n'y a pas de miracles. Peut-on douter que, lorsque déjà l'année dernière les transports donnaient de forts contre-coups avec un chargement journalier de 45.000 wagons, cette année, dans une situation bien pire, ils

ne pourront supporter un chargement journalier moyen de 25.000 wagons ? Si durant tout l'été les transports ne furent pas capables de transporter ce qui était nécessaire seulement aux constructions, peut-on donc penser que cela ira mieux lorsqu'on y adjoindra le transport des chargements de blé ? S'ils transportent si peu que ce soit du stockage de blé, alors on sera contraint de suspendre le transport des matériaux de construction. Telle est une des autres situations qui affaibliront la marche de la construction.

Les indices quantitatifs du travail et l'état des nouvelles constructions dénotent une situation pire encore dans les transports fluviaux.

La situation du réseau ferroviaire et fluvial est telle qu'il ne servirait à rien d'y transporter toutes les mesures de sauvetage : l'émulation socialiste, les brigades de choc. Le problème revient ici aussi au manque de ressources réelles, dont il faut une quantité énorme.

Les tentatives de forcer le développement de l'industrie en privant de ressources réelles les transports et l'édification électrique n'aboutirent qu'à une brusque interruption de ces derniers qui, à leur tour, enrayent le développement de l'industrie.

III. Les Finances de la circulation monétaire

Les finances ne constituent pas, par elles-mêmes, une branche particulière de l'économie. Elles reflètent et permettent seulement d'apprécier d'un certain point de vue, les processus que traverse l'économie.

Le plan financier unique (qui réunit le budget d'Etat et les budgets régionaux avec le plan financier de l'industrie, des transports, etc.) totalise cette année près de 20 milliards de roubles contre 12 milliards l'année passée. Le budget unifié (celui de l'Etat et des régions) totalise 13 milliards 60 millions de roubles contre 9 milliards 1 million de roubles l'année précédente. Grâce au rôle important que joue l'Etat dans notre économie, 55 à 60 % environ du revenu national est compris dans le plan financier (A. Weinstein : *Vie Economique* du 26-6.) La plus grande part des revenus du plan financier, plus de 80 %, est acquise grâce à la taxation des prix. Pour l'année courante, les ressources acquises sur les prix concernant le secteur des biens publics, doivent donner environ 16 milliards et demi sur les 20 milliards de roubles. La part des impôts est d'environ 15 % (données fournies par le Commissariat des Finances, *Vie Economique*, 8-5).

On s'aperçoit facilement que le problème du plan financier et de ses ressources est tout simplement, pour une grande partie, celui de la répartition du revenu national. C'est pourquoi je ne puis m'arrêter sur ce problème pris dans son ensemble, ce qui nous mènerait trop loin. Je m'arrêterai principalement sur le problème des causes générales de la rupture sérieuse, déjà officiellement avouée, du plan financier et sur les possibilités de la liquider qui existent.

Le repli effectué dans la politique paysanne, sous l'influence de grands événements, donna, avant tout,

naissance à un abaissement de l'impôt levé sur la campagne et à l'abandon de taxations de toutes sortes, à l'aide des méthodes de mesures administratives. A la réunion du Collège du Commissariat des Finances, Brioukhanov communiqua à ce sujet ce qui suit : « Sous la pression de la situation créée ces derniers temps à la campagne, il faut adopter pour la période à venir de sérieuses directives dirigées dans le sens d'un complet anéantissement des méthodes d'imposition administratives qui ressemblent à la taxation de païoks de dépôts, d'emprunts au compte de la conservation de l'argent de la paysannerie. Cette même situation économique impose aux organes gouvernementaux d'entrer dans la voie d'un abaissement des impôts à la campagne. » (*Vie Economique*, 25-5.) Ajoutant à cela d'autres facteurs, y compris la hausse des prix, Brioukhanov tire la conclusion qu'on ne pourra retirer de la campagne que 1 milliard 700 millions de roubles, au lieu des 2 milliards prévus par le plan. Par conséquent, le déficit est ici de 300 millions de roubles.

Cette même situation amena une révision du plan de financement de l'économie agricole et une assignation de 500 millions aux kolkhoz.

Ainsi donc, le déficit à la campagne est de l'ordre de 800 à 900 millions de roubles.

La faillite indiquée plus haut, du plan financier de l'industrie et des autres branches de l'économie étatique, se chiffre, d'après les données officielles fournies par Mindline, par plus de 1 milliard de roubles (*Vie Economique*, 21-6.)

Donc, d'après les données officielles, « le total du complément de ressources financières indispensables sera de 2 milliards, ou même dépassera ce chiffre d'une quantité importante ».

Ce déficit, qui est maintenant officiellement reconnu, pose deux problèmes :

1° Cette rupture peut-elle être liquidée, et comment ?

2° Que signifie cette rupture ?

Nous trouvons la réponse à la question de savoir comment le gouvernement s'apprête à combler ce déficit, dans le même article de Mindline, qui indique les sources suivantes : les réserves et les ressources supplémentaires des assurances sociales et gouvernementales, qui doivent, selon le calcul du Commissariat des Finances, de la Banque d'Etat et des autres institutions, donner 250 à 300 millions de roubles ; l'excédent de recettes des transports par rapport au plan, d'environ 250 à 300 millions de roubles ; l'excédent de recettes du budget d'Etat par rapport au plan, de 600 à 700 millions de roubles ; la mobilisation complémentaire des ressources intérieures de l'industrie, des transports, etc., 150 à 200 millions de roubles ; la suppression de certains chapitres de dépenses du budget et le report d'une partie des dépenses à l'année prochaine : 200 à 250 millions de roubles. Au total, 1.450 à 1.700 millions de roubles.

Même si nous admettons que toutes ces ressources soient réelles (voir ci-dessus), il n'en reste pas moins un déficit béant de 300 à 550 millions. Comment le comblera-t-on ? D'après Mindline, ce déficit ne

peut être couvert « qu'au prix d'un certain excédent du plan d'émission », exclusivement. Cela nous conduit infailliblement au problème de la situation de notre circulation monétaire et, par voie de conséquence, à celui de savoir jusqu'à quel point cette source est réelle.

Le problème de la situation de la circulation monétaire — plus exactement celui de savoir si l'inflation existe chez nous — est parmi nous un sujet de controverse qui ne date pas de cette année. Au moins dès 1928 nous répondions affirmativement à cette question. Lorsque Boukharine, dans ses *Remarques d'un Economiste*, s'enfermait dans un cercle vicieux en s'étonnant de ce que toutes les branches de l'économie retardaient les unes par rapport aux autres, de ce qu'on manquait de produits manufacturés et de produits agricoles, Smilga lui expliquait ce dont il s'agissait. « Si toutes les marchandises sont insuffisantes (écrivait-il en réponse à Boukharine), cela signifie qu'une seule marchandise, l'argent, se trouve en excédent. »

En réalité, si l'on part véritablement de la conception de l'inflation qui découle de la théorie marxiste de la circulation monétaire, seul peut nier l'inflation celui qui ignore cette théorie. (Mais on sait que sa connaissance n'est pas obligatoire pour les partisans de la ligne générale.)

Cette dernière année, l'accroissement du volume de la circulation monétaire devance brutalement toutes les prévisions du plan, dépasse brutalement les revenus en argent de la population et commence, par rapport à l'année dernière, à devancer l'accroissement de la circulation des marchandises. Le tableau ci-dessous donne la physionomie générale de ce phénomène :

	1926-27	1927-28	1928-29
	—	—	—
Accroissement du volume de la circulation monétaire en %	»	21	34
Rapport du rythme d'accroissement du revenu en argent de la population au rythme d'accroissement de la masse monétaire	66,7	33,3	37,7
Rapport du rythme d'accroissement de la circulation des marchandises avec celui de la masse monétaire	98,6	105,4	87,4

(Extrait de l'article de Diachenko, *Vie Economique* du 29 juin et 2 juillet.)

On a, pour cette année, projeté d'augmenter le volume monétaire jusqu'à concurrence de 3 milliards 1 million, et l'on se prépare actuellement à l'élever encore, étant donné la situation de disette de marchandises brutalement accrue, aussi bien pour les produits agricoles que pour les produits manufacturés. Cela signifiera que l'unique marchandise — l'argent —, qui de toute façon est loin d'être en excédent, s'accroîtra quantitativement. Le plan ne nous fournit aucune justification de ce fait,

si l'on ne tient pas compte de la situation générale qui fait dire que « chez nous ce n'est pas comme chez les autres ».

N'ayant aucune possibilité de dire quelque chose de personnel, Diachenko nous propose d'étudier et de rechercher « ce que, dans la situation de l'économie soviétique, nous pouvons définir comme étant de l'inflation, dans quelles conditions elle est inévitable, et quels en sont les symptômes dans la circulation monétaire et dans celle des marchandises ».

Mais il se hâte aussitôt de prévenir les résultats de cette investigation savante et déclare « mal fondés (?) les bavardages de toute sorte sur l'imminence de l'inflation (ou même déjà commencée) » et il promet, en compagnie de Mindline, de « taper sur les doigts » de tous ceux qui « font des sorties déplacées à propos des émissions de billets ». Mais dans la mesure où la vie ne s'embarrasse guère de ces menaces et où nous n'avons aucune raison de craindre l'accentuation des attaques contre la ligne générale, nous ferons notre possible pour comprendre ce problème.

Que peut-on, dans les conditions de l'économie soviétique, appeler inflation ? Pour l'instant, c'est la même chose que dans les économies non-soviétiques : il s'agit d'une situation où — pour employer les termes de Smilga — toutes les marchandises font défaut et où une seule marchandise — l'argent — se trouve en excédent, lorsque l'accroissement du volume monétaire ne correspond pas aux exigences de l'économie nationale.

Dans quelles conditions l'inflation devient-elle inévitable ? Malgré l'exception qui existe chez nous, du fait du rôle particulier que joue l'Etat dans l'économie nationale, les conditions qui créent inévitablement l'inflation sont les mêmes que dans les autres pays. L'inflation devient inévitable lorsque l'Etat ne possède pas suffisamment de valeurs réelles pour couvrir ses dépenses. C'est pour se procurer ces ressources insuffisantes que l'Etat émet du papier-monnaie qui correspond, non pas aux nécessités de l'échange des marchandises, mais à celles de son calcul financier. De même que dans les autres pays, cette émission de papier-monnaie représente par elle-même un *impôt d'inflation*, à l'aide duquel le gouvernement draine à lui les ressources réelles dont il a besoin. C'est pourquoi le problème qu'on doit poser n'est pas de savoir ce qu'est l'inflation et quand elle devient inévitable, mais de savoir *quelle est l'étendue de l'inflation et sur qui retombe cet impôt d'inflation*. Il y a des différences plus sensibles avec les autres pays en ce qui concerne les voies que prend l'emprunt d'inflation pour atteindre le dernier des contribuables. Dans les pays où l'Etat ne joue pas *directement* un grand rôle dans l'économie nationale, il gagne pour autant que perd l'économie nationale. C'est seulement ensuite que commence la lutte entre les différentes classes et couches de la population pour savoir sur qui l'impôt doit retomber en dernier ressort. Chez nous, l'affaire se présente d'une manière toute différente. Chez nous, l'Etat entre immédiatement en lice comme facteur de

l'économie (pour la seule industrie, la production constitue 37,1 % du revenu national); c'est pourquoi il devrait supporter une part correspondante de l'impôt d'inflation. Il recevrait par l'intermédiaire du Commissariat des Finances ce qu'il perdrait au Commissariat des Voies et Communications et au Collège Supérieur de l'Economie nationale, etc. Mais une telle opération, qui ne ferait que changer l'argent de poches, serait insensée. C'est pourquoi, utilisant les leviers de commande qu'il a entre les mains, il s'efforce de rejeter le poids de cet impôt. Or, il est évident que l'impôt ne peut être rejeté que sur la paysannerie ou sur la classe ouvrière (évidemment seulement à la condition que soient inscrites dans les budgets de la campagne et de la classe ouvrière des ressources réelles qui puissent être prises). Si l'on ne trouvait pas ces ressources, alors l'Etat serait contraint de se payer à lui-même cet impôt et, en conséquence, il n'aurait pas de nouvelles ressources.

En ce qui concerne la campagne, elle a utilisé ces dernières années toute une série de mesures pour essayer de se débarrasser et de rejeter sur les autres tout paiement, y compris l'impôt d'inflation. Une des méthodes qui découle tout naturellement du caractère d'économie marchande de notre économie agricole est la hausse des prix. L'index général des prix agricoles est le suivant (selon les données de Maïmen dans *Sur le Front du Plan*, n° 9-10) :

1927-28	1928-29	1929-30
—	—	—
185,8	196,8	217,4

L'une des conséquences est que les « ciseaux » se resserrent de plus en plus :

1926-27	1927-28	1928-29
—	—	—
140,7	126,6	110,7

Il n'y a pas de doute que, cette année, les ciseaux se resserreront tout à fait. C'est ainsi que s'opérerait à la campagne une accumulation accrue à la fois sous forme de marchandises et sous forme d'argent. Selon les calculs de Maïmen (*id.*), la campagne accroîtra cette année son fonds d'utilisation de marchandises de 600 millions de roubles, après quoi il lui restera quelque « deux cents millions de roubles ». Mais ce n'est là qu'un *accroissement*. Je n'ai pas pu découvrir d'estimation de la somme générale des ressources accumulées à la campagne, pour l'année courante. A la réunion du Commissariat des Finances, on indiqua une somme de 2 milliards pour l'année prochaine.

Mais dans notre situation, la hausse des prix agricoles ne signifie pas encore que la paysannerie repousse loin d'elle l'impôt d'inflation. Cela serait vrai si la paysannerie recevait des produits manufacturés contre du papier-monnaie. Mais en présence d'une disette aiguë des marchandises et en l'absence de fait de tout marché, la paysannerie ne reçoit pas autant de produits manufacturés qu'elle a

accumulé de ressources monétaires, et lorsqu'elle en reçoit, elle ne les obtient, en fait, durant ces dernières années, qu'en échange de ses produits agricoles. Ainsi, l'accumulation monétaire perd tout sens pour la paysannerie. La paysannerie se refuse de plus en plus à vendre contre de l'argent; elle n'a besoin d'argent que dans la mesure des paiements qu'elle doit faire au gouvernement, et dans la mesure où elle espère se procurer pour de l'argent, sur le marché libre, les marchandises qui lui sont nécessaires. C'est pourquoi, en vendant, elle cote l'argent selon le prix qu'elle doit payer sur le marché libre pour les marchandises dont elle a besoin, par exemple 20 kopeks pour 1 rouble. (L'index du marché libre s'est déjà élevé à 500.) Au delà des sommes qui lui sont nécessaires dans ce but, la paysannerie se refuse de plus en plus à vendre contre de l'argent et exige des valeurs réelles en échange de ses marchandises. Ainsi, la paysannerie tente de se libérer de l'impôt d'inflation, premièrement en refusant l'argent et, deuxièmement, en ne l'acceptant qu'à la mesure de sa valeur sur le marché libre. Evidemment, elle ne réussit pas à se libérer entièrement de cet impôt, mais il est fort peu probable, ainsi qu'en témoigne le poids spécifique de sa production propre dans le revenu national (27 %), qu'elle le supporte dans sa plus grande partie.

Reste le problème du partage de l'impôt d'inflation entre l'Etat et la classe ouvrière.

Il est évident qu'une partie de cet impôt retombe sur l'Etat lui-même. Mais, ayant entre les mains une série de leviers de commande qui lui permettent de s'en débarrasser, l'Etat les utilise pour rejeter cet impôt sur la classe ouvrière. La forme sous laquelle se paie l'impôt d'inflation se voit d'une manière palpable : *cette forme est le retard du salaire réel par rapport au salaire nominal*. La mesure de ce retard indique quelle est la proportion de l'impôt d'inflation qui retombe sur la classe ouvrière. Et le fait que la classe ouvrière se trouve désarmée, n'ayant, contrairement à la paysannerie et à l'Etat, aucun moyen de rejeter sur d'autres cet impôt, détermine aussi le fait que cet impôt retombe pour une grande part sur elle et est, en tout cas, loin d'être proportionnel à sa part dans le revenu national.

Telle est la véritable réponse tirée des faits, et non du dévouement à la ligne générale, à la question de savoir s'il y a chez nous de l'inflation et sur qui retombe le poids principal de l'impôt d'inflation.

La prochaine étape, qui découlera de la politique menée en matière de circulation monétaire, sera évidemment le retrait du tchervonetz de la circulation. L'émission se fait maintenant uniquement en billets de trésorerie (1 rouble, 3 roubles, 5 roubles). On freine à dessein l'émission de tchervonetz, afin de le préserver et de sacrifier les coupures de trésorerie. Il ne fait à peu près aucun doute qu'avec la persistance de la tendance actuelle nous allons, à une nouvelle étape, vers la répétition du parallélisme monétaire que nous avons connu à la fin de 1923 et au commencement de 1924, lorsque le

tchervonetz planait au-dessus des billets soviétiques qui perdaient leur valeur. Mais nous avions alors la possibilité de conserver, à ce prix, le tchervonetz. Actuellement, si le billet divisionnaire de trésorerie joue le rôle des billets soviétiques (dont il ne se différencie nullement par sa nature), il risque, dans la situation présente, d'entraîner le tchervonetz dans sa chute. Si même, comme on va l'essayer, on tente de préserver le tchervonetz en limitant son émission et en le séparant nettement des billets divisionnaires de trésorerie, alors il disparaîtra rapidement de la circulation. Ces symptômes témoignent aussi de l'étendue de l'inflation. Elle a atteint une proportion telle que la menace d'une faillite entière du système monétaire se fait pleinement sentir. Telle est la véritable réponse à la question de l'étendue de l'inflation.

J'en reviens au problème du plan financier. Pour examiner à quelles sources on peut se procurer de l'argent pour couvrir les déficits qui s'y manifestent, il est nécessaire de s'arrêter un peu longuement sur la partie des sources générales de ses revenus.

Comme nous l'avons déjà indiqué, les voies principales par lesquelles on mobilise les ressources se trouvent être la saisie directe des ressources de la population (15 à 18 %) et la taxation des prix (75 à 80 %). La première source se compose des impôts agricoles, de l'imposition volontaire, des impôts sur les revenus des ouvriers et des employés, des emprunts, des investissements dans le système coopératif, etc. Comment se répartissent-ils entre les groupes et les classes de la population ? L'impôt agricole et, par conséquent, l'imposition volontaire constituent, en comparaison, une somme peu importante (sans doute pas plus de 300 à 350 millions de roubles au maximum) ; en tous les cas, ils ne sont pas susceptibles d'augmentation. L'accroissement des versements aux coopératives se fait, comme on le sait, « avec plein succès » grâce au travail non payé, mais très faiblement à la campagne, notamment depuis que l'on a été obligé de cesser de récolter par la force les versements volontaires. L'impôt sur le revenu des ouvriers et des employés retombe évidemment sur eux seuls. Quant aux emprunts et à leur répartition entre les principales classes, voici ce qu'en disent les chiffres des souscriptions pour le troisième emprunt d'industrialisation, auquel la participation paysanne a atteint le maximum :

	EN MILLIARDS DE ROUBLES	POUR- CENTAGE
Ouvriers et employés.....	671.400.000	71,3
Paysannerie	205.900.000	21,9
Divers	64.300.000	6,8
	941.600.000	100 %

La conclusion à tirer est claire : la principale source est ici la retenue sur les salaires des ouvriers et des employés. S'engageant sur la voie de la moindre résistance, l'Etat semble avoir pressuré ici le maximum possible. On fut même contraint

de limiter la souscription « volontaire » pour l'emprunt des salaires de quinzaine.

De même, on fut contraint de battre en retraite sur les premiers plans élaborés relatifs à la paysannerie ; aussi est-il inutile de parler actuellement d'une augmentation des ressources sur ce chapitre (si l'on n'envisage pas la confiscation des ressources naturelles par des mesures extraordinaires). Par conséquent, cette première source se trouve tarie.

On se tourne vers la seconde source, vers les ressources acquises par la taxation des prix. Considérant le rôle joué par cette source dans le plan financier, le rapporteur Teoumin disait, à la réunion du Collège du Commissariat des Finances : « La base de toute notre politique financière se résume en trois points : les prix, le prix de revient et les salaires ». De quelle façon peut-on réaliser ici une augmentation des ressources ? Passant les salaires sous silence et considérant « qu'on ne peut pas emprunter la voie d'une augmentation des prix », Teoumin aboutit évidemment à cette conclusion que « l'unique ressource complémentaire ne peut être qu'un abaissement du prix de revient ». Teoumin expliqua très justement la situation dont découle la politique actuelle et c'est très justement que, se basant principalement sur cette politique, il omit de mentionner les salaires. Si « nous ne pouvons pas nous engager dans la voie d'une augmentation des prix », alors il est évident qu'on ne peut trouver de ressources que par un abaissement du prix de revient, qui ne peut être actuellement réalisé qu'au prix d'un accroissement de l'intensité du travail ou par un abaissement des salaires. Mais comme on n'arrive à récupérer que fort peu par l'abaissement du prix de revient, cela signifie, par conséquent, l'abaissement du niveau des salaires.

L'unique personne qui, à cette réunion, ait réfléchi sur ce problème est Malakhovsky, le représentant de la région de Tchernozium. Il est remarquable que, passant sous silence le prix de revient, il ait posé le problème de la nécessité de réaliser une hausse des salaires réels de l'ordre de 10 à 15 %. Après cela, il lui fut facile de démontrer qu'on peut, à la seule condition d'une stabilisation des prix, réaliser « une balance formelle du plan financier et du budget telle qu'il restera à la campagne 1 milliard 500 millions à 2 milliards de ressources monétaires sans emploi ». Estimant que ne pas satisfaire une demande si importante de la campagne signifie « laisser sans défense et sans protection la base du plan de l'économie nationale », il propose de soustraire cette somme à la campagne en haussant les prix par un élargissement du système de la dualité des prix (1).

Je répondrai plus bas à la question de savoir ce que cela pouvait donner réellement. Mais le fait est que le centrisme ne s'engage pas dans cette voie... On peut encore prendre quelque chose à la classe ouvrière au compte des « réserves et du

(1) Bien que tous ces chiffres se rapportaient à l'année prochaine, ces considérations sont entièrement acceptables pour l'année courante. — Ch. Rakovsky.

superflu» des assurances; on peut encore s'en prendre à d'autres sources, mais le seul fait qu'on fut obligé d'interrompre les souscriptions à l'emprunt par prélèvement sur les salaires mensuels et bi-mensuels témoigne que le centrisme lui-même commence à comprendre qu'on ne peut pas comprimer à l'infini le budget de l'ouvrier. Il n'y a pas le moindre doute que le centrisme s'efforcera de pousser en avant sur la voie d'une double pression sur la classe ouvrière: l'intensification du travail et l'abaissement de fait du salaire.

Mais s'ils ne comprennent pas, ou ne veulent pas comprendre, les conséquences politiques de ces actes, ils n'en seront pas moins forcés de comprendre, d'un point de vue strictement économique, le caractère irrationnel de cette façon de se procurer des ressources. Prendre à l'ouvrier ce qui lui reste peut suffire à renforcer son mécontentement aigu, mais c'est parfaitement insuffisant pour combler le déficit des valeurs réelles. Dans la mesure où le fardeau retombe à nouveau sur l'économie étatique, il ne fait qu'engendrer un cercle vicieux. Cela ne peut donner aucune ressource nouvelle si l'on ne considère pas qu'une répartition et une utilisation plus rationnelle des ressources existantes peuvent en fournir une partie. Mais comme toutes les réserves de l'économie étatique sont pressurées à l'extrême, il est fort peu probable que cela donne quelque chose. On ne peut, par là, que joindre les deux bouts dans la comptabilité et réaliser une balance formelle, mais on obtiendra vraisemblablement fort peu de ressources. Tout cela signifie qu'on n'obtiendra aucune autre ressource complémentaire, à l'intérieur du cercle que constituent l'économie étatique et la classe ouvrière, par la réduction au minimum des réserves étatiques et l'épuisement physique extrême de la classe ouvrière. Et qu'arrive-t-il à la limite du cercle? On doit ici avoir en vue deux circonstances fondamentales: 1° que tous les processus qui se déroulent à la campagne se produisent sur la base de la chute de la capacité de production de l'économie. Un des reflets de ce phénomène, c'est que l'accumulation demeure sous forme d'accumulation monétaire, ne se transformant pas en ressources utiles à la production. L'accaparement des ressources de la campagne par des méthodes économiques aurait avant tout pris la forme d'un accaparement de cette accumulation monétaire. Cela aurait évidemment permis d'atténuer, dans une certaine mesure, la demande de la campagne et aurait permis de transférer ailleurs ces ressources. Mais comme je l'ai déjà démontré, l'effet n'en aurait pas été bien grand, car même sans cela la paysannerie n'a déjà pas la possibilité d'utiliser son accumulation monétaire pour la transformer en valeurs réelles. *L'accumulation de la paysannerie reste sous forme d'argent, parce qu'elle n'est pas compensée, dans le pays, par une quantité correspondante de ressources réelles.*

Mais dans la mesure où la saisie de cette accumulation d'argent aurait pu libérer des ressources réelles, elle serait nettement insuffisante pour combler ce fossé immense qui s'est creusé dans

l'économie étatique. Sans doute aurait-elle pu être d'un grand secours quelques années auparavant, au moment où cette rupture était beaucoup moins forte, alors que la campagne s'enrichissait. Aujourd'hui, par contre, la chose se présente tout autrement, étant donné les proportions actuelles de cette rupture et de l'abaissement des forces productives de la campagne.

2° Les rapports réels des forces de classe sont tels que la saisie des ressources à la campagne, qui peut paraître très normale économiquement, est liée à des complications politiques très aiguës.

Enfin il ne faut pas perdre de vue que même si nous pouvions prélever des ressources réelles à la campagne, on ne les trouverait pas sous une forme naturelle qui permette de les utiliser immédiatement pour liquider la rupture de l'économie étatique. Cela signifie-t-il que le problème de la répartition du revenu national ne se pose plus? Evidemment non, mais c'est sa signification qui change. Il faut se rendre clairement compte que l'ensemble du pays n'a pas les ressources qui lui sont nécessaires pour réaliser le programme aventuriste du centrisme. C'est en cela principalement que consiste son aventurisme.

J'ai, en bloc, dépassé le chiffre de 2 milliards de déficit, avancé par Mindline. Mais ce n'est là que le chiffre nécessaire pour réaliser une balance formelle. Il suffit de rappeler les 7 milliards qui devaient être investis dans les transports pour la réalisation de leur programme de travail actuel, pour comprendre ce dont nous avons réellement besoin, et quel est notre déficit réel. De plus, le fait qu'entraînée par les transports l'industrie se mit à courir de l'avant signifie que, dans les transports comme dans l'industrie, de nouvelles brèches se sont ouvertes.

Aucune répartition du revenu national ne peut y remédier. La répartition du revenu national est nécessaire pour effectuer les investissements sans lesquels la base de la dictature du prolétariat disparaît — *des investissements dans la classe ouvrière*. La répartition du revenu national peut donner quantitativement et qualitativement suffisamment de ressources pour réaliser ces investissements, mais aucune répartition du revenu national ne réparera les brèches ouvertes durant des années par la politique opportuniste.

IV. La situation à la campagne

Tous les problèmes liés à la campagne sont trop vastes pour qu'on puisse les épuiser brièvement. C'est pourquoi je serai contraint de n'esquisser ici que quelques traits généraux. (J'ai en partie abordé ce problème plus haut.)

Dire que la politique de la collectivisation généralisée et de la liquidation du koulak a fait faillite, c'est émettre une banalité. En réalité, les centristes furent d'eux-mêmes obligés d'abandonner cette politique qui ne comportait de si merveilleuses entreprises que sur le papier. Il ne reste plus qu'à dégager quelques résultats généraux et à indiquer les lignes fondamentales sur lesquelles ils apparaîtront.

QUELQUES RESULTATS ET QUELQUES PROPOSITIONS (1)

Le premier résultat préparé par toute la politique antérieure et l'accentuation de la période ultra-gauche est la chute des forces productives de l'économie agricole, déjà incontestable pour le cheptel et pour certaines parties des cultures techniques, et qui commence à poindre dans la culture des semences. Il faut considérer l'ensemencement d'automne comme infructueux. Les index quantitatifs (même là où ils n'existent pas que sur le papier) se fixent aussi en qualité. Le grand retard des ensemencements (non à cause du mauvais temps, mais par suite de la mauvaise humeur de la paysannerie), le mauvais travail de la terre, se feront sensiblement sentir à la récolte. La façon véritablement pillarde dont les ressources de l'industrie ont été éparpillées et dispersées à la campagne par suite de la politique actuelle, ne se fera pas moins sentir dans toute l'économie. L'autre aspect du problème se résume dans le fait que tout ce qui se trouve à la campagne, comme par exemple les produits industriels, ne peut être repris avec la même légèreté. Il faut encore savoir comment prendre à la paysannerie. Dans la situation actuelle, ce ne sera guère facile. Il est certain que les kolkhoz ne livreront pas leur pain avec plus de bonne volonté que des économies individuelles, et que l'on sera forcé de prendre à leur égard des mesures extraordinaires ou plus simplement celles du « droit commun ». Ce qui signifiera la fin de la construction des kolkhoz. La ruine des kolkhoz ne fut retardée en automne que parce que l'ensemencement se faisait sous leur égide : ainsi se retirer des kolkhoz équivalait pratiquement à se priver de sa part de récolte. C'est pourquoi les kolkhoziens attendent et n'auront pas la patience d'attendre la fin de la récolte pour réaliser le partage autour duquel se mènera une lutte très âpre. Lorsque la lourde main de l'Etat entrera en jeu elle ne fera qu'atténuer la lutte interne et renforcer le front unique de la campagne qui unira le paysan non en tant que kolkhozien, mais en tant que petit propriétaire, dont l'existence « collectiviste » sera terminée à ce moment. Le paysan moyen sortira du kolkhoz déçu de la journée d'hier et indécis sur celle d'aujourd'hui. Ce serait, dans ces conditions, un non-sens que de le contraindre à étendre en automne la surface des ensemencements.

La baisse des forces productives à la campagne est maintenant de toute façon inévitable, aussi bien si l'on poursuit la politique actuelle qui renforce le front unique à la campagne que si l'on mène une politique juste qui consisterait à briser ce front unique en introduisant la lutte de classes à la campagne. Ni l'une ni l'autre de ces éventualités n'est favorable à l'accroissement des forces productives.

Or, la baisse des forces productives de l'économie agricole constitue un des plus grands obstacles à la croissance de l'industrie. Le cercle est fermé. Le retard du développement de l'industrie est déjà une des causes de la dégradation de l'économie agricole qui, à son tour, se met en travers du développement de l'industrie.

Nous n'avons jamais douté, quant à nous, que tôt ou tard la politique opportuniste dut amener une crise aiguë de la révolution. De même, ne doutant pas des résultats finaux auxquels cette politique doit aboutir, nous ne nous représentons pas clairement la forme concrète sous laquelle cette crise apparaît. Maintenant que nous pouvons toucher du doigt la plaie ouverte de la révolution, ces résultats nous apparaissent sous une forme simple et tragique : sous la forme d'un manque de ressources réelles, nécessaires à la réalisation d'un rythme d'industrialisation qui offrirait une issue à la crise. Il faut dire ouvertement que beaucoup d'entre nous avaient depuis longtemps le pressentiment de cette simple vérité, mais nous craignions de la formuler dans tout son désagrément tant qu'il restait en nous quelque doute, tant qu'elle ne nous apparaissait pas sans aucune contestation.

On ne peut cacher cette vérité en s'abritant derrière des ressources fictives créées pour équilibrer formellement le plan aventuriste et fantaisiste.

Il est possible que les centristes eux-mêmes n'aient pas remarqué qu'ils tournent dans le cercle fermé des ressources monétaires fictives. Ayant perdu toute base réelle, ils nous rappellent ce célèbre chien qui accélérât sa course en rond, espérant attraper sa propre queue. Mais la queue lui échappait d'autant plus rapidement que la tête avançait vite. Aujourd'hui on complète le programme du charbon et du fer pour pouvoir réaliser celui de la construction de machines ; demain on sera forcé d'élargir le programme de la construction des machines pour pouvoir réaliser le programme du charbon et du fer ; et après il faut encore élargir le programme du charbon et du fer pour pouvoir satisfaire le nouveau programme de la construction des machines. Et, au milieu de ce circuit, on s'aperçoit tout à coup que les transports ne seront pas en mesure de satisfaire à la tâche qui leur incombe s'ils ne reçoivent pas une quantité correspondante de la production métallurgique ; alors le programme du charbon et du fer s'élargit de nouveau et le circuit reprend du commencement. De là les doutes sur les rythmes, sur les chiffres, les plans qui prennent essor au premier contact avec la réalité.

Or, quand il se trouve dans ces conditions des camarades qui, ne comprenant absolument pas l'essence de ce qui se passe, parlent d'un « réarmement » de l'opposition et disent que celle-ci était, voyez-vous, partisan des rythmes élevés, et que maintenant que Staline les réalise enfin, elle inter-

(1) Comme ces conclusions générales ne font que rejoindre, ce dont j'ai déjà eu l'occasion de parler dans cet article, des idées fondamentales que je n'ai nullement l'intention de répudier, je me contenterai d'ajouter juste ce qui me reste à dire sur la base de l'analyse courante de la situation. — Chr. Rakowsky.

vient contre lui par esprit de contradiction, — il ne reste qu'à prendre ces camarades et à leur mettre le nez dans la réalité, à leur montrer que ces rythmes élevés n'existent que sur le papier, dans les livres, les discours, les plans, que le moindre pas en avant dans une branche quelconque est obtenu en détruisant tout l'équilibre, en créant des ruptures colossales dans les autres branches, créant de nouvelles grandes disproportions.

Il faut expliquer à ces camarades que nos armes ne sont pas fourbies une fois pour toutes, que ce ne sont pas des formules figées, mais que la méthode marxiste nous permet de trouver à chaque étape les formules qui en découlent.

Ce que certains camarades prennent pour un réarmement de l'opposition n'est en réalité qu'un changement brusque de la situation. Tous les problèmes sont devenus autres, en cela Staline a raison. Seulement, il ne peut pas comprendre *comment* ils sont devenus, et *pourquoi* ils sont ainsi ; mais même s'il pouvait comprendre, il n'en serait pas moins incapable de le dire.

Nous n'avons jamais pratiqué la politique de l'autruche. Quelle que soit la difficulté de la situation on ne peut s'en libérer par le désir de ne pas la remarquer. Or la réalité élague cette simple vérité que j'ai expliqué ci-dessus.

Une question se pose ici, tout naturellement : dans quelle mesure, dans ce cas, la politique de Staline est-elle responsable ? Sommes-nous sûrs que les ressources réelles auraient été insuffisantes si on avait entrepris l'industrialisation plus tôt, lorsque nous l'exigions, et sur la base des méthodes que nous préconisons ? Cela dépend pour quoi. Si c'est pour réaliser la construction complète du socialisme, alors *non*. Si c'est pour fortifier la base de la dictature, pour limiter l'éruption des contradictions sociales, traîner en longueur l'aiguïsement brusque de la crise, alors *oui*. Nous pouvons le dire de plein droit parce que nous voyons clairement les voies par lesquelles la politique opportuniste affaiblit la dictature du prolétariat, précipita l'éclatement des rapports sociaux, rapprocha le délai de la crise. Même à l'époque où les centrismes entreprirent l'industrialisation, on devait inévitablement payer « partiellement » la note du retard, c'est-à-dire le fait que durant des années non seulement l'industrie n'accumulait pas, mais éparpillait ses ressources ; or, les difficultés découlant de ce retard auraient pu être éloignées, *bien que dans un délai plus long*, sur la base d'une juste politique. *L'aventure ultragauchiste* (« les sauts de prix ») *épuisa rapidement ces possibilités*, détruisit toutes les proportions de l'économie nationale, approfondit toutes les fissures. Et le revers de cette politique — la politique de la collectivisation généralisée et de la liquidation du koulak — fit sauter les forces productives de la campagne, entraîna un conflit aigu avec la campagne préparé par toute la politique antérieure, en nous écartant du système de la division internationale du travail. Car ce n'est que par l'exportation agricole que nous pouvons, dans un bref délai, être incorporés dans ce système. Les méthodes

à l'aide desquelles le centrisme tente de combler les fissures, de même que celles à l'aide desquelles il essaie, maintenant, de s'insinuer dans la division internationale du travail, sur la base d'emprunts, ne font qu'approfondir les fissures et disproportions, et resserrer le nœud coulant sur le cou de la révolution.

Nous entrons dans toute une époque (on ne peut que deviner sa durée) qui se déroulera sous le signe du paiement de la note de tout le passé. Aussi, combien sont pitoyables, à cette lumière, les ragots selon lesquels « l'opposition exige l'abandon de l'industrialisation ». Nous n'exigeons qu'une chose. Nous exigeons qu'on regarde la réalité bien en face, pour qu'on reconnaisse et qu'on fasse aujourd'hui ce qu'il sera peut-être trop tard de faire demain. Lorsqu'une armée se trouve à la veille d'une défaite et commence à reculer d'elle-même, il est risible de dire que ceux qui veulent diriger cette retraite d'une façon ordonnée, qui veulent prévenir la panique inévitable et conserver le maximum de ce qui peut être préservé — il est risible, dis-je, de dire que ces gens exigent la retraite. Quelle est, demande-t-on, la différence entre nous et les droites : car eux aussi sont, en fin de compte, pour une retraite ? Continuant cette analogie militaire, on peut dire que la différence qui existe entre nous et la droite est la différence qui existe entre une armée battant en retraite en ordre, et les déserteurs fuyant le champ de bataille. Formellement reconnue, la ressemblance actuelle existe seulement parce que, jusqu'à un certain moment, l'armée qui bat en retraite et les déserteurs vont dans une même direction. Mais c'est principalement à cause du caractère superficiel de la ressemblance actuelle avec la droite que nous ne devons pas nous contenter de répéter qu'il faut battre en retraite. Nous élevons une haute barrière entre eux et nous du fait que nous formulons clairement et justement *en quoi* cette retraite doit consister, *quel est son but*, *comment* et *sur quelles positions* nous reculons.

Il découle de la base même de la situation exposée plus haut en quoi doit consister cette retraite. Il est incontestable qu'il est impossible de continuer à exister longtemps sur la base des forces productives décroissantes ou même stabilisées. C'est pourquoi nous mettons toujours en avant le problème de leur accroissement. Mais comme notre économie est double et que le développement des forces productives peut se faire en elle dans deux directions, alors, au cas où la balance générale de l'accroissement des forces productives ne peut se faire que dans une direction nocive pour le prolétariat, on est contraint de substituer à la tâche de l'accroissement des forces productives la tâche plus générale du sauvetage de la dictature. Il en fut ainsi au temps du communisme de guerre. Il en est ainsi actuellement : par la force des choses dues à la politique du secteur de l'économie étatique qui nous donnerait la prépondérance sur la base de l'accroissement général des forces productives du pays. C'est pourquoi la première conclusion se résume en ceci : *que la retraite qui est maintenant inévitable, doit être un recul dans le secteur des forces productives.*

C'est, à vrai dire, une autre et plus exacte formulation de cette situation que j'ai (en même temps que le camarade L.D. Trotsky) exposé dans mon article d'avril (1), et qui disait qu'« on ne peut trouver une issue à la situation par une voie purement économique ». L'objection selon laquelle il n'y a pas de voie purement économique, et on ne peut que parler de degrés, n'est qu'une peu sérieuse objection, basée sur une tentative antidialectique de réunir les différences de qualité et de quantité. La voie uniquement économique du renforcement de la base de la dictature signifie, dans nos conditions, son renforcement sur la base de l'industrialisation. Mais, puisque, à l'étape donnée, le rythme nécessaire pour l'industrialisation est impossible, puisque, par suite des tentatives de violer l'économie, toutes les données d'un recul existent, et que la retraite devient inévitable sur la voie de l'industrialisation aussi, alors c'est cela même qui signifie qu'il n'y a pas, à l'étape actuelle, d'issue par une voie purement économique. Tel est, tout au moins, le sens de ma formulation. Cela nous mène inévitablement au problème de savoir quel but nous nous proposons d'atteindre dans cette retraite. La réponse est résumée à l'avance parce que nous avons dit plus haut : *Nous reculons dans le domaine des forces productives afin de sauver la dictature, pour qu'on opère à un niveau plus bas un regroupement des forces qui permette, sur cette base, de passer de nouveau à l'offensive sur le terrain économique.*

Il est vrai que maintenant tous les problèmes fondamentaux de notre révolution sont devenus cruciaux. Il est vrai que toutes les contradictions fondamentales ont éclaté au grand jour. Mais il est faux d'en tirer la conclusion (si on ne peut le démontrer) que c'est là ce dernier éclatement des contradictions de notre révolution, contre lequel il ne peut y avoir de la part du prolétariat qu'une lutte défensive, qu'un combat d'arrière-garde. Il est incontestable que la tentative d'entreprendre le regroupement des forces de classe sur un niveau abaissé des forces productives, ou même sur la base des forces productives décroissantes (qui se trouve inévitablement lié à une large utilisation des contrastes non-économiques) est grosse de grands dangers. La seule garantie (bien que non sans conditions) est ici une juste politique, une formulation juste et claire des buts et des méthodes, une ligne de classe bien nette.

Elle se résume actuellement dans la nécessité, déduite de notre position stratégique principale et de l'appréciation générale de la situation, de travailler à un programme minimum de mesures concrètes pour l'étape donnée, comme cela fut fait, en son temps, dans la plate-forme de cette époque. La caractéristique générale de classe de ce programme est nette : 1° il faut battre en retraite ensemble avec la classe ouvrière et non s'éloigner d'elle comme le font et le feront les centristes; par conséquent, prendre les

seules mesures commodées pour, à quelque prix que ce soit (1), transformer jusqu'à la racine la situation matérielle et juridique de la classe ouvrière; 2° il faut, à tout prix, scinder le front unique de la campagne, y introduire la lutte de classe, et parvenir à libérer le paysan moyen de l'influence du koulak.

Il est plus difficile de traduire ce programme général en un système de mesures concrètes.

Les mesures principales se présentent à moi sous cette forme :

1° Dans le domaine de l'industrie et de l'économie étatique. *Une réduction brutale des objectifs quantitatifs de la construction; concentrer le travail sur les constructions les plus importantes avec, dans la mesure du possible, une réduction de l'échelle des constructions isolées.* Il faudra laisser de côté momentanément une partie des constructions; les pertes qui y sont liées sont déjà inévitables. Quant aux ressources, en libérer par l'abandon des plans fantastiques et, dans la mesure du possible, agrandir les branches retardataires : transports, électrification, etc.

2° Dans le domaine de l'économie agricole : « Une contraction brutale du koulak » sans cependant le priver définitivement des stimulants d'une activité économique. *Le passage à l'impôt sur la production, vis-à-vis du paysan moyen, pour lui donner la possibilité de disposer dans une certaine mesure de sa production retardataire, ou tout au moins envisager une telle possibilité qui couperait court à son enrichissement.* Dans ces conditions on pourra fixer la proportion de l'impôt sur la production à un niveau dépassant l'actuel impôt agricole. Acquérir la principale part de la production qui lui reste, en lui vendant des produits manufacturés à un prix élevé. Il se peut que dans ces conditions il soit utile d'augmenter le fond des produits manufacturés au compte de l'importation, en échange de produits agricoles. *Abandonner définitivement (en fait cela est déjà fait) toute tentative de collectivisation généralisée et de liquidation du koulak.* Reprendre les ressources éparpillées de la production, jetées à la campagne lors de la période de « la croissance impétueuse des kolkhozes ». *Concentrer ces ressources de la production dans les kolkhozes les plus viables, avec une prédominance de la paysannerie pauvre, les transformer en une base matérielle d'organisation d'une union de paysans pauvres.*

3° Dans le domaine des finances : réduire brutalement les dépenses en proportion avec les ressources réelles. *Une réduction énergique des dépenses non productives, une réduction impitoyable de l'émission de billets.*

(1) Je conserve cette formule parce qu'elle est la seule qui exprime la nécessité catégorique de cette mesure. L'objection selon laquelle on pourrait comprendre par là que je propose de la réaliser, par exemple, par l'abandon du monopole du commerce extérieur, ne tient pas. Il faut prendre chaque formule dans sa relation générale. — Chr. Rakowsky.

(1) Voir cette Déclaration de l'Opposition dans *La Lutte de Classes*, n° 25-26 (décembre 1930), p. 646.

4° *Le problème ouvrier.* Assigner, dans toutes les parties de l'économie nationale, y compris l'économie étatique (mais principalement à la campagne, au compte d'une répartition du revenu national) des ressources spéciales pour améliorer sans retard, d'une manière appréciable, la situation de la classe ouvrière avec, naturellement, un changement radical de sa situation dans la production.

Je ne pense pas, cela va de soi, que ce programme puisse être réalisé par le centrisme. Sa réalisation suppose une refonte radicale de tout le système politique, la mobilisation de classe du prolétariat et de la paysannerie pauvre, la réforme du Parti, le changement de la direction centriste. Tout est lié. Il s'entend que personne ne nous garantit la réussite de ce programme, ni à plus forte raison sa réalisation facile. Plus que quiconque je me rends compte des difficultés réelles qui dressent leurs embûches sur le chemin de la réalisation de ce programme. C'est pourquoi je connais d'avance toute une série d'objections qui peuvent être soulevées et qui le seront. A tous les camarades contradicteurs je veux seulement indiquer que

nous n'avons pas le choix entre le meilleur et le pire, mais uniquement le meilleur dans le pire. Et chacun de ceux qui émettra des objections contre telle ou telle mesure, devra indiquer quelle meilleure mesure il propose à la place. De même, il ne suffit pas de penser que ce programme peut se réaliser sans secousses. C'est un programme de lutte de classe aiguë à la campagne, de lutte entre le paysan pauvre et le koulak, et, sans doute, une couche importante de la paysannerie moyenne.

Il ne suffit pas, enfin, de croire qu'il ne s'agit ici que d'un court délai. Ce programme est valable *pour des années*. Le caractère aggravé de la lutte de classe n'est pas le terrain le plus favorable à l'éclosion des forces productives, dont la décroissance est, d'abord, *inévitabile*. Cela sera d'autant plus difficile et il faudra d'autant plus de temps, jusqu'au moment où, au cas d'une réalisation réussie du programme de retraite, on pourra, de nouveau passer à l'offensive.

CHRISTIAN RAKOVSKY.

27.VII-7.VIII.1930.



Pour l'anniversaire de la Commune

DOCUMENTS

D. RIAZANOV

La I^{re} Internationale et la Commune

Extrait de **MARX ET ENGELS**, par D. RIAZANOV, p. 186
"Éditions Sociales Internationales"

Aussitôt après le congrès de Bâle (de l'Internationale), les rapports entre la France et l'Allemagne se tendirent à tel point que l'on pouvait s'attendre chaque jour à une déclaration de guerre. Bismarck, un des plus fameux fripons qui aient jamais existé, trompa habilement son ancien maître Napoléon et, après s'être équipé de pied en cap pour la guerre, arrangea les choses de façon qu'aux yeux du monde la France parût être l'agresseur.

La guerre, en effet, éclata d'une façon tout à fait inattendue. Ni les ouvriers français, ni les ouvriers allemands n'étaient en état de l'empêcher. Quelques jours après la déclaration de guerre, le Conseil général publia une proclamation composée par Marx.

Elle commence par une citation de l'*Adresse inaugurale* de l'Internationale, dans laquelle est condamnée « la politique extérieure jouant sur les préjugés nationaux, poursuivant des desseins criminels et gaspillant le sang et le bien des peuples dans les guerres de rapine ».

Suit un réquisitoire contre Napoléon. Marx dépeint succinctement la lutte de ce dernier contre l'Internationale, lutte qui s'est encore renforcée lorsque les internationalistes français ont entrepris une agitation acharnée contre Napoléon. De quelque façon que se termine la guerre, ajoute Marx, le second Empire est condamné. Il finira comme il a commencé, par une parodie.

Mais Napoléon est-il le seul coupable ? Pas du tout. Tous les gouvernements européens sont coupables. Il ne faut pas oublier, en effet, que ce sont les gouvernements et les classes dominantes d'Europe qui, pendant dix-huit années, ont aidé Bonaparte à jouer la comédie de la restauration de l'Empire.

Mais c'est contre sa patrie que Marx porte les coups les plus violents. Pour les Allemands, la guerre actuelle, dit-il, est une guerre défensive. Mais qui a mis l'Allemagne dans la nécessité de se défendre ? Qui a donné à Napoléon la tentation d'attaquer l'Allemagne ? La Prusse. Elle a conclu un accord avec Napoléon contre l'Autriche. Si la Prusse avait été vaincue, la France, avec ses troupes, aurait envahi l'Allemagne. Or, qu'a fait la Prusse après sa victoire sur l'Autriche ? Au lieu d'opposer à la France asservie une Allemagne libre, elle a

non seulement conservé intact l'ancien régime prussien, mais y a ajouté encore tous les traits caractéristiques du régime bonapartiste.

La première phase, la phase décisive de la guerre, fut d'une rapidité foudroyante. L'armée française n'était nullement préparée. Malgré la déclaration présomptueuse du ministre de la guerre, affirmant que tout était prêt jusqu'au dernier bouton, il s'avéra que si, en effet, les boutons étaient prêts, il n'y avait pas où les coudre. En six semaines environ, l'armée régulière française fut battue à plate couture et, le 2 septembre, Napoléon capitula avec son armée à Sedan. Le 4 septembre, la République était proclamée à Paris. Contrairement à la déclaration de la Prusse affirmant qu'elle ne combattait que l'Empire, les hostilités continuèrent. Ce fut alors la deuxième phase de la guerre, la plus longue et la plus acharnée.

Immédiatement après la proclamation de la République en France, le Conseil général publia son deuxième manifeste sur la guerre. Ce manifeste, écrit également par Marx, est, par la profondeur de l'analyse de la situation d'alors et l'acuité de la vision historique, une des œuvres les plus géniales de ce dernier. Fait intéressant : Marx le signa en qualité de secrétaire du Conseil général non seulement pour l'Allemagne, mais aussi pour la Russie, car peu avant, il s'était formé en Suisse une section russe de l'Internationale qui avait demandé à Marx de la représenter au Conseil général.

Dans son premier manifeste, Marx, vous vous en souvenez, avait prédit que cette guerre se terminerait par la chute du second Empire. Le deuxième manifeste commence par un rappel de cette prédiction. Mais non moins justifiée s'était trouvée la critique que Marx avait faite auparavant de la politique prussienne. La guerre défensive de la Prusse s'était déjà transformée en guerre contre le peuple français. Bien avant la capitulation de Sedan, dès que la désagrégation de l'armée française était devenue évidente, la coterie militaire prussienne s'était prononcée pour la politique de conquête. Marx critique également sans merci la conduite hypocrite de la bourgeoisie libérale allemande. Profitant des indications

d'Engels, qui, comme spécialiste, suivait attentivement la marche de la guerre et, dans la première quinzaine d'août, avait déjà prédit la catastrophe de Sedan, Marx analyse les arguments militaires dont les généraux prussiens et Bismarck s'efforçaient de justifier l'annexion de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne.

Se prononçant catégoriquement contre toute annexion et contribution, il prouve qu'une paix de violence amènerait des résultats diamétralement opposés à ceux que l'on attend. La conséquence de cette paix serait une nouvelle guerre. La France voudrait recouvrer ce qu'elle aurait perdu et, à cet effet, chercherait à s'allier avec la Russie. Et ainsi, la Russie tsariste, qui avait perdu son hégémonie après la guerre de Crimée, redeviendrait le maître des destinées de l'Europe. Ce pronostic génial, cette prévision du développement de l'histoire européenne qui est une des preuves pratiques les plus éclatantes de la justesse de la conception matérialiste de l'histoire, se termine par les paroles suivantes :

« Les patriotes allemands croient-ils sérieusement garantir effectivement la paix et la liberté de l'Allemagne en jetant la France dans les bras de la Russie ? Si la fortune des armes, l'enivrement de la victoire et les intrigues dynastiques amènent la spoliation de territoires français, deux voies restent ouvertes pour l'Allemagne. Ou bien celle-ci deviendra l'instrument conscient des plans de conquête prussiens, politique en accord avec les traditions des Hohenzollern ; ou bien, au bout d'un laps de temps très court, elle devra se préparer à une nouvelle guerre « défensive » ; mais cette guerre ne sera pas une guerre « localisée », ce sera une *guerre de races*, une guerre avec les Slaves et les Latins alliés. C'est là la paix que « garantissent » à l'Allemagne les patriotes bourgeois obtus. »

Cette prédiction aussi s'est réalisée à la lettre, comme ont pu le voir les patriotes allemands actuels non moins bornés que leurs ancêtres. Le manifeste se termine par l'exposition des tâches pratiques qui s'imposaient à la classe ouvrière. Il exhorte les ouvriers allemands à exiger une paix honorable et la reconnaissance de la République française. Aux ouvriers français, qui se trouvaient alors dans une situation encore plus embarrassante, Marx conseille d'avoir l'œil sur les républicains bourgeois et d'utiliser le régime républicain pour développer rapidement leur organisation de classe et obtenir leur émancipation.

Les événements ne tardèrent pas à justifier la méfiance de Marx envers les républicains français. Leur conduite infâme, leur dessein de faire alliance avec Bismarck plutôt que de consentir la plus légère concession à la classe ouvrière amenèrent la proclamation de la Commune. Après trois mois de lutte héroïque,

ce premier essai de dictature du prolétariat, effectué dans les conditions les plus défavorables, se termina par un échec. Le Conseil général n'était pas en état de fournir aux Français l'aide nécessaire. Paris était coupé par les troupes françaises et allemandes du reste de la France et du monde entier. La Commune, il est vrai, suscita les sympathies générales, et nous pouvons dire avec fierté que son sort émut vivement notre pays où, en avril et en mai 1871, un groupe de révolutionnaires dirigé par Gontcharov publia des feuilles volantes dans lesquelles il exhortait le peuple à suivre l'exemple des communards français.

Marx, qui pendant la Commune, comme le montre une de ses lettres (retrouvée par moi) à l'éminent internationaliste français Varlin, s'était efforcé d'entretenir des relations avec Paris, fut chargé par le Conseil général d'écrire un manifeste. Il y prit la défense des communards calomniés par toute la presse bourgeoise et montra que la Commune était une nouvelle grande étape du mouvement prolétarien, qu'elle était le prototype de l'Etat prolétarien qui assumerait la réalisation du communisme. Déjà, sur la base de l'expérience de la révolution de 1848, Marx était arrivé à la conclusion que la classe ouvrière, après la prise du pouvoir politique, ne pourrait se borner à s'emparer de l'appareil étatique bourgeois, qu'il lui faudrait briser toute cette machine bureaucratique et policière. L'expérience de la Commune le convainquit définitivement de cette vérité. Elle montrait que le prolétariat, une fois maître du pouvoir, avait été obligé de créer son propre appareil étatique adapté à ses besoins. Mais elle avait montré également que l'Etat prolétarien ne pouvait se limiter au cadre d'une seule ville, fût-ce une capitale. Le pouvoir du prolétariat devait s'étendre à tout le pays pour avoir des chances de se consolider, et à une série de pays capitalistes pour remporter la victoire définitive.

Bakounine et ses adeptes tiraient au contraire de l'expérience de la Commune des conclusions différentes. Ils continuaient à combattre encore plus violemment toute politique et tout Etat, recommandant d'organiser, à la première occasion favorable, des « communes » dans des villes isolées qui, par leur exemple, entraîneraient les autres.

L'écrasement de la Commune eut des conséquences extrêmement fâcheuses pour l'Internationale elle-même. Le mouvement ouvrier français fut presque complètement interrompu pendant plusieurs années. Dans l'Internationale, il ne fut représenté que par les communards fixés soit en Angleterre, soit en France, qui avaient réussi à échapper aux poursuites et parmi lesquels sévissait la lutte de fraction la plus acharnée, lutte qu'ils transportaient au sein du Conseil général lui-même.

Préface à la guerre civile en France

Extrait de la Préface d'ENGELS à **LA GUERRE CIVILE EN FRANCE**, de MARX, page XXXVII, Librairie de "l'Humanité"

La Commune dut aussitôt reconnaître que la classe ouvrière, une fois au pouvoir, ne pouvait se servir de l'ancienne machine gouvernementale, et que pour ne pas retomber sous le joug de nouveaux maîtres, elle devait abolir tout le système d'oppression qui jusque-là n'avait fonctionné que contre elle, et prendre ses précautions contre ses propres subordonnés et ses propres fonctionnaires, en les déclarant, sans exception et en tout temps, amovibles. En quoi, en effet, a jusqu'ici consisté essentiellement l'Etat ? A l'origine, par une simple division de travail, la société s'est donné, pour régler ses intérêts généraux, des organes spéciaux. Mais ces organes, se trouvant à la tête de la société, mirent, avec le temps, la puissance publique au service de leurs propres intérêts, et de serviteurs de la société en devinrent les maîtres. Et cela est vrai non seulement de la monarchie héréditaire, mais de la république démocratique : nulle part les « politiciens » ne forment un clan séparé et plus puissant dans la nation qu'en Amérique. Là, chacun des deux grands partis, à qui tour à tour revient l'hégémonie, est dirigé lui-même par des gens qui font de la politique une affaire, spéculent sur un siège aux assemblées fédérales comme aux assemblées d'Etats, ou qui vivent de l'agitation pour leur parti et sont récompensés de sa victoire par des places. On sait combien les Américains cherchent depuis trente ans à secouer le joug, devenu insupportable, de ces politiciens, et combien, malgré tout, ils s'embourbent toujours plus profondément dans le marécage de la corruption. C'est donc en Amérique que nous pouvons le mieux voir combien l'indépendance de l'Etat vis-à-vis de la société devient funeste à celle-ci, au service de laquelle, pourtant, il fut créé à l'origine. Là en effet n'existe ni dynastie, ni noblesse, ni armée permanente (en dehors d'une « poignée de soldats » pour contenir les Indiens), ni bureaucratie avec postes fixes et droit à la retraite. Et pourtant nous avons là deux grandes coteries de politiciens spéculateurs, qui s'emparent à tour de rôle de l'Etat et le mettent, par les moyens les plus bas et pour les fins les plus éhontées, en coupe réglée, et la nation reste impuissante devant ces deux grands « cartels » de politiciens qui, soi-disant, sont ses serviteurs et qui, en réalité, sont ses maîtres et ses exploités.

Pour éviter cette transformation — jusqu'à là inévitable dans tous les régimes — de l'Etat, de serviteur en maître de la société, la Commune employa deux moyens infailibles. D'abord elle soumit toutes les places dans l'administration, la justice et l'enseignement au choix, par élection au suffrage universel,

des intéressés. En second lieu, elle ne rétribua ces services, supérieurs comme inférieurs, que par un salaire égal à celui que reçoivent les autres travailleurs. Le plus haut traitement, fixé par elle, était de 6.000 francs. Un frein était mis ainsi à la chasse aux places et à l'*arrivisme*, sans compter le mandat impératif qui, par-dessus le marché, était imposé aux délégués dans les assemblées représentatives.

Cette abolition de l'Etat, tel qu'il a été jusqu'ici, et son remplacement par une nouvelle organisation vraiment démocratique, c'est ce qui est décrit avec profondeur dans le 3^e chapitre de la *Guerre civile*. Mais il était nécessaire d'appuyer encore ici brièvement sur quelques traits, parce qu'en Allemagne, la superstition étatiste a passé de la philosophie, dans la conscience de toute la bourgeoisie et même de beaucoup d'ouvriers. D'après la philosophie, l'Etat c'est « la réalisation de l'Idée », c'est, en langage philosophique, le règne de Dieu sur la terre, le domaine où la vérité éternelle et la justice éternelle se réalisent ou doivent se réaliser. De là ce respect superstitieux de l'Etat, et de tout ce qui touche à l'Etat, respect qui s'installe d'autant plus facilement dans les esprits que l'on est habitué depuis le berceau à s'imaginer que les affaires et les intérêts généraux de la société tout entière ne sauraient être réglés autrement qu'on ne l'a fait jusqu'ici, c'est-à-dire par l'Etat et ses sous-ordres dûment installés en fonction. Et l'on croit avoir déjà fait un progrès tout à fait hardi, si l'on s'est affranchi de la croyance en la monarchie héréditaire pour jurer en la République démocratique. Mais, en réalité, l'Etat n'est pas autre chose qu'une machine d'oppression d'une classe par une autre, et cela, tout autant dans une République démocratique que dans une monarchie ; et le moins qu'on en puisse dire, c'est qu'il est un fléau, dont le prolétariat hérite dans sa lutte pour arriver à sa domination de classe, mais dont il devra, comme a fait la Commune, et dans la mesure du possible, atténuer les plus fâcheux effets, jusqu'au jour où une génération, élevée dans une société nouvelle d'hommes libres et égaux, pourra se débarrasser de tout fatras gouvernemental.

Le philistin allemand entre toujours dans une sainte terreur, au mot : dictature du prolétariat. Voulez-vous savoir, Messieurs, ce que veut dire cette dictature ? Regardez la Commune de Paris. Voilà la dictature du prolétariat.

Londres, 20^e anniversaire de la Commune, 18 mars 1891.

Fr. ENGELS.

12 avril 1871.

...Dans le dernier chapitre de mon *18 Brumaire*, je remarque, comme tu le verras si tu le relis, que la prochaine tentative de la révolution en France devra consister non plus à faire passer la machine bureaucratique militaire en d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la détruire. C'est la condition première de toute révolution véritablement populaire sur le continent. C'est aussi ce qu'ont tenté nos héroïques camarades de Paris. De quelle souplesse, de quelle initiative historique, de quelle faculté de sacrifice sont doués ces Parisiens ! Affamés et ruinés pendant six mois, par la trahison intérieure plus encore que par l'ennemi, ils se soulèvent sous les baïonnettes prussiennes comme s'il n'y avait jamais eu de guerre entre la France et l'Allemagne, comme si l'étranger n'était pas toujours aux portes de Paris ! L'histoire ne connaît pas encore d'exemple aussi grand ! S'ils succombent, seul leur caractère « bon garçon » en sera cause. Il eût fallu marcher aussitôt sur Versailles, après que Vinoy d'abord, et ensuite les éléments réactionnaires de la garde nationale parisienne eussent laissé le champ libre. Par scrupule de conscience, on laissa passer le moment favorable. On ne voulut pas commencer la guerre civile, comme si ce *méchant avorton* de Thiers ne l'avait pas déjà commencée en tentant de désarmer Paris. Deuxième faute : le Comité central résilia trop tôt ses fonctions pour faire place à la Commune. Encore par un trop grand scrupule « d'honneur » ! Quoi qu'il en soit, l'insurrection parisienne, même si elle vient à être réduite par les loups, les cochons et les chiens de la vieille société, est le plus glorieux exploit de notre parti depuis l'insurrection parisienne de Juin. Que l'on compare les Titans de Paris aux esclaves du Saint-Empire romain prusso-germanique, avec ses mascarades posthumes et

ses relents de caserne et d'église, de féodalité et surtout de philistins.

* *

17 avril 1871.

...Je ne peux absolument pas comprendre que tu compares des démonstrations petites bourgeoises à la 13 juin 1849, etc., avec la lutte actuelle à Paris. Il serait évidemment fort commode de faire l'histoire si l'on ne devait engager la lutte qu'« avec des chances infailliblement favorables ».

D'autre part, elle serait de nature fort mystique si les « hasards » n'y jouaient aucun rôle. Ces cas fortuits rentrent naturellement dans la marche générale de l'évolution et se trouvent compensés par d'autres cas fortuits. Mais l'accélération ou le ralentissement du mouvement dépendent beaucoup de semblables « hasards », parmi lesquels figure aussi le caractère des chefs appelés les premiers à conduire le mouvement.

Pour cette fois, il ne faut nullement rechercher le « hasard » malheureux et décisif, dans les conditions générales de la société française, mais dans la présence des Prussiens en France et dans leur position si près de Paris. Les Parisiens savaient très bien cela. C'est ce que savaient bien aussi les canailles bourgeoises de Versailles. C'est justement pourquoi elles placèrent les Parisiens devant l'alternative ou de relever le défi, ou de succomber sans combat. Dans le dernier cas, la démoralisation de la classe ouvrière serait un malheur bien plus grand que la perte d'un nombre quelconque de « chefs ». Grâce au combat livré par Paris, la lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste et l'Etat capitaliste est entrée dans une nouvelle phase. Quelle qu'en soit l'issue, nous avons obtenu un nouveau point de départ d'une importance historique universelle.

Karl Marx.



Compte
chèque postal :
P. FRANK 136-855

LA LUTTE DE CLASSES

9, RUE DU TRANSVAAL (20^e)

Abonnements :
pour un an - - **20 fr.**
pour 6 mois - - **10 »**
pour 3 mois - - **5 »**

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE LA LIGUE COMMUNISTE

section française de l'opposition
communiste de gauche internationale

LA VÉRITÉ

Compte chèque postal : P. FRANK 136-855

JOURNAL BI-MENSUEL DE LA LIGUE COMMUNISTE

section française de l'opposition
communiste de gauche internationale

9, RUE DU TRANSVAAL-20^e

Abonnements : pour un an 10 francs
pour 6 mois 5 francs pour 3 mois 3 francs

le foyer des Jeunes ouvriers

Permanences de 5^h à 7^h
Bibliothèque gratuite
Salle de lecture - distractions
Cours - Conférences



*Sans théorie révolutionnaire,
pas d'action révolutionnaire.*



Pour tous renseignements
s'adresser à

**MEICHLER, 9, rue du
Transvaal, Paris (20^e)**

LES
ÉDITIONS
REDER
7, PLACE SAINT-SULPICE - PARIS, VI^e

ŒUVRES DE
LÉON TROTSKY

Vient de paraître :

**LA RÉVOLUTION
PERMANENTE**

Un volume in-8 écu de 340 pages..... 20 fr.



Précédemment parus :

MA VIE

ESSAI AUTOBIOGRAPHIQUE

Traduction de Maurice Parijanine

Trois volumes in-8 écu. Chaque volume, broché..... 16 50



LA RÉVOLUTION DEFIGURÉE

Un volume in-8 écu, broché..... 15 fr.



**L'INTERNATIONALE COMMUNISTE
DEPUIS LÉNINE**

Un volume in-8 écu, broché..... 20 fr.